

L'Égypte sous l'Empire ottoman

R. Vesely

Au XVI^e siècle, une nouvelle grande puissance islamique fait irruption dans l'histoire du continent africain et des pays arabes, l'Empire ottoman, formé en Asie Mineure et dans la péninsule des Balkans, qui place sous sa coupe une grande partie des pays arabes d'Asie occidentale et d'Afrique du Nord.

C'est à partir de 1516 que l'État des sultans mamluk de Syrie et d'Égypte s'effondre sous les coups de l'armée ottomane. Les relations entre Égyptiens et Ottomans étaient tendues depuis 1480, mais en 1514, à la suite de la première campagne victorieuse entreprise par le sultan Selim I^{er} pour mettre un terme à l'essor rapide de la puissance perse sur sa frontière orientale, les maîtres de l'Égypte sont amenés à prendre fermement position contre la menace ottomane. Selim va répondre par la force. Deux ans plus tard, au cours de sa deuxième campagne contre la Perse, il décide de briser une fois pour toutes la coalition mamluk-safavide (nom de la dynastie syrienne).

Le 24 août 1516, une bataille a lieu dans la plaine de Mardj Dabik, au nord de Halab, à l'issue de laquelle l'armée ottomane écrase les troupes mamluk. Acquisée grâce à sa supériorité technique, la victoire de l'armée ottomane a été également facilitée par la défection en faveur d'une fraction pro-ottomane dans le camp mamluk : les troupes commandées par l'émir Khāyr Bey, vice-régent de Halab, ont en effet déserté au moment critique. Fort de sa victoire, le sultan Selim occupe alors Damas sans guère rencontrer de résistance et s'empare de toute la Syrie et de la Palestine jusqu'au désert

du Sinaï, faisant de la Syrie un État tampon entre la frontière orientale de l'Empire ottoman et l'Égypte¹.

Cependant, les efforts évidemment déployés par les nouveaux chefs pour reprendre en mains la Syrie, combinés à l'insistance des conseillers du Sultan et des émirs mamluk qui ont rallié le camp ottoman après la bataille de Halab et le poussent à couronner sa campagne par la conquête de l'Égypte, incitent Selim à poursuivre sa marche. Sans grande difficulté, il parvient alors en vue du Caire et met en déroute les troupes mamluk, commandées par Tūmān Bey, le dernier des sultans mamluk, lors d'une courte bataille, livrée à Raydāniyya le 23 janvier 1517. C'est alors la fin du sultanat mamluk.

La victoire des Ottomans sur les Mamluk n'a pas été due à la seule supériorité militaire, qui n'en est que la cause la plus évidente. La différence des situations économiques et politiques entre les deux États en est la raison principale. En Europe et en Asie Mineure, l'Empire ottoman étendait son emprise sur des territoires qui avaient une vie économique évoluée, fondée sur l'extraction de minerais et l'exploitation de matières premières. Ces activités se concentraient dans un certain nombre de centres de production aux relations commerciales internationales intenses, ce qui ouvrait de larges perspectives de croissance à l'Empire. L'État mamluk, en revanche, n'avait pratiquement aucune ressource minière et s'appuyait presque exclusivement sur l'agriculture et le commerce international transitant sur son territoire, dont l'élément principal, le commerce des épices d'Orient, était tombé peu de temps auparavant aux mains des Portugais, avec pour conséquence un déclin rapide des bénéfices. Par ailleurs, les importations de métaux précieux d'Afrique étaient en nette régression. Pendant longtemps, l'État mamluk s'était efforcé de résoudre ces problèmes par une utilisation systématique des réserves économiques internes, complétée par des confiscations et un alourdissement de la fiscalité, toutes mesures qui suscitaient parmi les autochtones la haine de la caste étrangère mamluk qui les exploitait et l'espoir d'une délivrance qu'apporterait la chute du régime.

La victoire de Selim à Marḍj Dabīḵ en 1516 allait avoir des répercussions profondes pour l'Asie occidentale et pour l'Afrique du Nord. Elle scellait le destin du sultanat mamluk d'Égypte, tout en épargnant à la Perse le choc d'une nouvelle invasion ottomane, et sauvait la Syrie d'une destruction certaine, lui assurant au contraire une période de stabilité qui allait lui permettre de se renforcer et, ironie du sort, de devenir à terme une menace permanente pour les Ottomans. La conquête de l'Égypte allait également modifier la politique ottomane, désormais axée sur la maîtrise des routes maritimes de la Méditerranée, et amener l'Empire à entreprendre la conquête d'autres pays arabes d'Afrique du Nord.

1. Aḥmad b. al-Ḥāḍīdj Abū 'l-'Alī, 1962, p. 143.



Le 6.1. sultan Selim I^{er}, conquérant de l'Égypte.
[© The Hulton-Deutsch Collection, Londres.]

Les territoires nouvellement conquis comprenaient des régions revêtant une très grande importance économique et politique, mais aussi stratégique. L'Égypte offrait un intérêt tout particulier du fait de son agriculture intensive, de sa nombreuse population et de sa situation sur la mer Rouge qui imposait à ses nouveaux maîtres la tâche de continuer la lutte contre les Portugais pour la suprématie dans l'océan Indien. En outre, le prestige des sultans ottomans fut rehaussé par le fait qu'ils devinrent — comme avant eux les sultans mamluk — les gardiens des deux villes saintes de l'islam, La Mecque et Médine, et ceux des routes de pèlerinage d'Asie et d'Afrique.

Avant de quitter l'Égypte en septembre 1517, Selim plaça Khāyr Bey, l'ancien émir mamluk, à la tête de la province d'Égypte qu'il décida de maintenir à l'état d'entité administrative unique. Le temps qu'ont duré les fonctions de Khāyr Bey peut être considéré comme la période de transition

vers l'autorité ottomane sans partage sur le territoire nouvellement conquis. Khāyr Bey se vit confier la gestion de l'ensemble du territoire de l'ancienne Égypte, en dépit du fait qu'il ne disposait que de moyens limités pour appuyer son autorité. Il gouverna l'Égypte davantage en vassal du Sultan qu'en administrateur de province, bien que son mandat lui eût été renouvelé en termes officiels de telle sorte qu'il demeura en fonctions jusqu'à sa mort, en 1522. Il conserva son titre mamluk de *Malik al-umarā* (roi de ceux qui commandent), tenant sa cour selon le rituel des sultans mamluk. Il s'entoura également d'anciens dignitaires mamluk disposés à servir le nouveau régime, leur confiant non seulement des tâches importantes dans la gestion des finances mais aussi des charges politiques et militaires. En outre, les modalités de l'ancienne administration ne furent en rien modifiées et le personnel administratif demeura pour ainsi dire inchangé. L'organisation de la justice continua de reposer sur un système de quatre juges suprêmes, un pour chaque école de droit.

Le revenu de la province fut laissé par Selim à l'entier contrôle de Khāyr Bey. Quant aux présents régulièrement envoyés par Khāyr Bey à Istanbul, siège du pouvoir ottoman, ils représentaient des cadeaux payés sur ses deniers en témoignage de son allégeance personnelle au Sultan plutôt que des redevances de la province au Trésor de l'État.

Khāyr Bey déploya de grands efforts pour contrôler les ressources matérielles de la province. C'est pour y parvenir, mais aussi pour réduire le pouvoir politique des dignitaires mamluk, qu'il abolit les *ikṭā'* (fiefs féodaux) encore existants et les incorpora aux biens de l'État, leurs anciens détenteurs se voyant attribuer des salaires fixes versés par le Trésor provincial. Il révisa aussi le régime de la donation. Ces mesures permirent de faire un recensement cadastral complet et de mettre à jour les registres. Elles permirent en outre à Khāyr Bey de s'acquitter du devoir qui lui incombait : assurer l'approvisionnement en blé des deux villes saintes, La Mecque et Médine.

Les pouvoirs de Khāyr Bey n'étaient cependant pas illimités. Le sultan Selim avait laissé un fort contingent de troupes stationné en Égypte, destiné à consolider le pouvoir ottoman et dissuader, le cas échéant, les Mamluk de toute tentative pour se ressaisir du pouvoir. Ces troupes étaient composées de deux corps d'infanterie, à savoir un détachement de janissaires et un détachement d'*ʿazabān*, et de deux corps de cavalerie, celui des *tūfenkçiyān* et celui des *gönüllüiyān*. Les janissaires avaient pour mission la plus importante de garder la citadelle du Caire, centre administratif, siège du gouvernement et du Trésor de la province. Les *ʿazabān* étaient chargés de surveiller les routes menant au Caire et de former les garnisons des forts construits dans les zones agricoles pour assurer leur protection contre les raids des nomades. Les deux détachements de cavalerie étaient utilisés pour assurer l'application progressive des nouvelles décisions de Khāyr Bey sur l'ensemble du territoire égyptien. Afin de maintenir son autorité sur ces unités mal disciplinées, Khāyr Bey forma ses propres troupes de cavalerie, recrutées parmi d'anciens et de nouveaux mamluk.



6.2. Des janissaires. Miniature turque du XVI^e siècle.
[Topkapi Museum, Istanbul. © Sonia Halliday Photographs.]

Au moment de la mort de Khāyr Bey, en 1522, le processus d'incorporation du Caire, l'ancienne capitale d'un État indépendant pendant des siècles et ramené au rang de province ottomane, était pleinement lancé et tout paraissait indiquer qu'il était sur le point d'aboutir.

L'administration ottomane et les conflits au sein de la classe dirigeante

Le début de la nouvelle période — qui s'ouvrit à la mort de Khāyr Bey — fut marqué par une révolte contre la suprématie ottomane. Outre une timide tentative d'insurrection contre le premier vice-régent organisée par deux administrateurs régionaux mamluk, et rapidement réprimée, une tentative plus sérieuse de libération de l'Égypte prit la forme d'une révolte déclenchée par le nouveau vice-régent Ahmad Pasha en 1524. Celui-ci se proclama sultan d'Égypte et battit sa propre monnaie. Il réussit à se gagner l'appui de quelques « tribus » arabes et à prendre la citadelle du Caire. Mais il fut ensuite expulsé du Caire après avoir été trahi par les chefs bédouins qui l'avaient d'abord soutenu².

À la lumière de ces événements, il devint évident que le gouvernement d'Istanbul devait définir en termes clairs le statut de l'Égypte au sein de l'organisation de l'Empire ottoman. C'est ce qui fut fait par un acte juridique spécial, le *Kānūn Nāme*, qui visait à réglementer la vie politique, militaire, civile et économique de l'Égypte. Ce décret introduisit en fait, en Égypte, le système d'administration ottoman. Dans le cadre de ce système, le vice-régent, dénommé *wālī*, qui avait toujours eu le rang de pacha, se voyait attribuer certains privilèges que n'avaient pas les vice-régents des autres provinces et qui étaient inspirés des formes en usage à la cour d'Istanbul. Il recevait comme siège la citadelle du Caire, capitale des anciens sultans. Quatre fois par semaine, il convoquait une réunion du *Dīwān*, principal conseil exécutif de la province, composé des commandants des corps de troupe, de représentants des Administrations des finances et de la cour, des commandants des ports et d'autres hauts dignitaires. Le prestige attaché à la fonction de *wālī* fut encore renforcé par la création de sa garde personnelle, appelée *Müteferriķas*, exactement comme la garde personnelle du Sultan à Istanbul³.

Le *Kānūn Nāme* reprenait un certain nombre de formes et de coutumes administratives des Mamluk en matière d'administration civile et financière. L'Égypte était divisée en quatorze districts placés sous l'autorité d'un *kāshif* qui avait la charge d'entretenir le système d'irrigation et de lever l'impôt sur

2. La révolte d'Ahmad Pasha est en général reliée à des plans ourdis par les Safavides contre les Ottomans et qui comportaient aussi des activités subversives en Égypte.

3. En outre, la réception d'un nouveau vice-régent par les dignitaires locaux était réglée par un cérémonial spécial.

les cultivateurs. La région située au sud d'Asyūt fut laissée sous la tutelle des *shaykh* arabes du groupe des Hawwāra qui avaient obtenu la souveraineté sur ce territoire après 1517 et que Khāyır Bey avait aussi reconnu comme régents du haut Nil.

Une section importante du *Kānūn Nāme* était celle qui instituait officiellement les *odjak*, troupes impériales introduites en Égypte par Selim I^{er}⁴. Les janissaires furent récompensés de leur loyauté pendant la révolte d'Aḥmad Paṣha en devenant l'appui principal du pouvoir du Sultan : leur commandant, l'*agha*, était l'un des membres les plus éminents du *Dīrwān* et, en outre, la Monnaie égyptienne était installée dans leur cantonnement situé à l'intérieur même de la citadelle. Les Mamluk furent eux aussi récompensés par la création d'un nouvel *odjak*, celui des *umerā-i-sherākise* (émirs circassiens) auquel s'intégrèrent progressivement des Mamluk du Caire, tout comme dans l'*odjak* des *müteferrikas* ou dans celui des *ghaushes*, corps central des messagers créé par le *Kānūn Nāme*.

Toutes les troupes cantonnées en Égypte recevaient une solde régulière versée par le Trésor provincial égyptien. Les plus hauts dignitaires — le *wālī*, le juge suprême (qui remplaçait à lui seul les quatre juges suprêmes) et les vingt-quatre hauts dignitaires de l'armée et de l'Administration, les *sandjak bey* — recevaient un salaire annuel, le *sāliyāne*, versé par le Trésor égyptien.

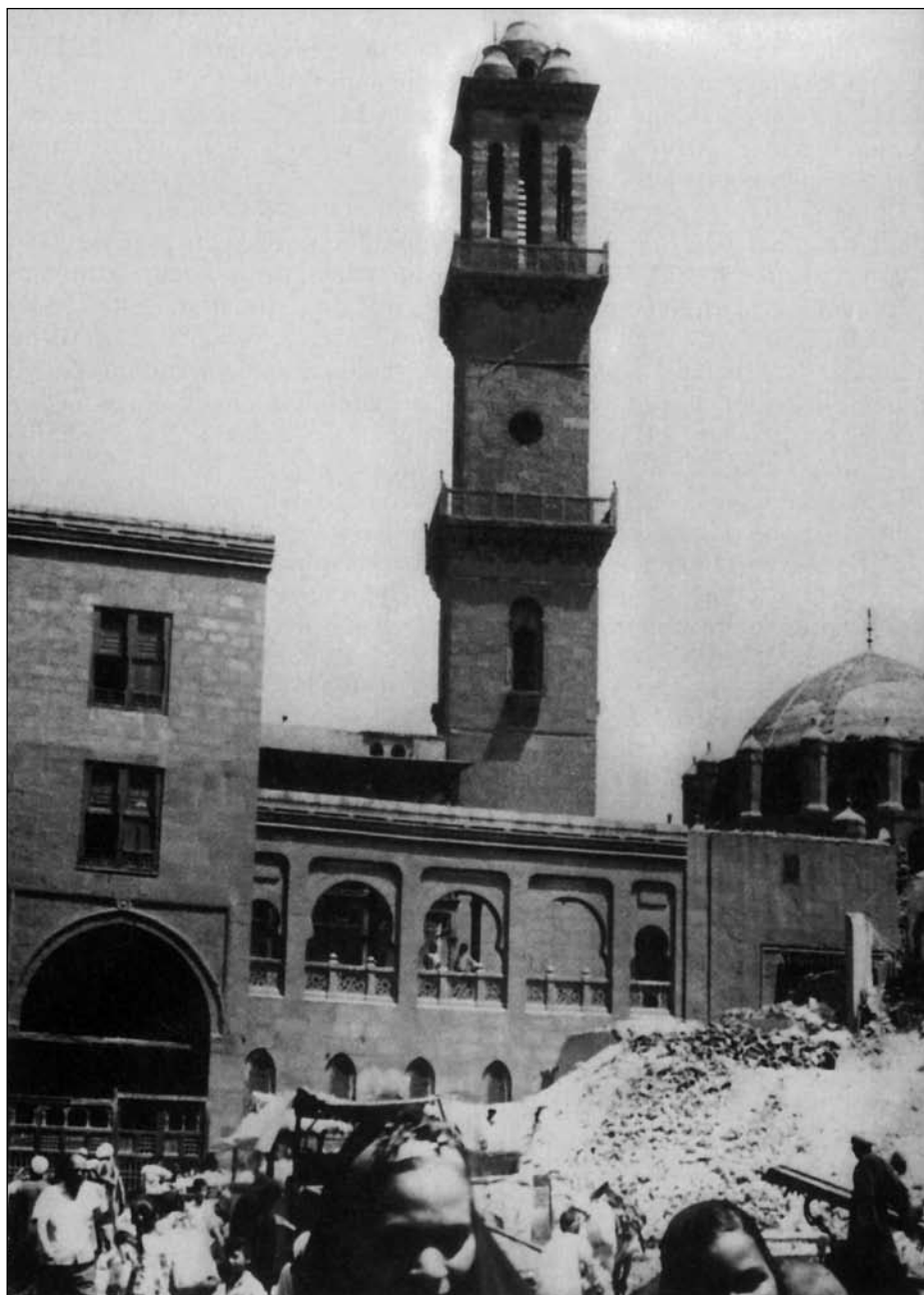
Ces salaires et émoluments étaient payés sur la recette de l'impôt foncier, des impôts et droits perçus sur les activités productrices et commerciales des habitants des bourgs et des cités, et de la capitation à laquelle étaient assujettis les adeptes d'autres religions que l'islam. Ces impôts étaient perçus dans le cadre d'un nouveau système administratif et financier mis en place en Égypte et en vertu duquel à chaque village ou groupe de villages correspondait un *muḳata'āt*, qui était une circonscription à la fois financière et administrative. Chaque *muḳata'āt* était administré par un responsable civil appelé *emīn*⁵.

L'ensemble du système fiscal reposait sur le fermage féodal payé sous la forme d'un impôt foncier⁶ qui était levé par les administrateurs de chaque région. Les impôts appliqués aux habitants des villes étaient levés par des *kāshif*, appelés *emīn* (percepteurs dans ce cas-là), qui touchaient un salaire annuel fixe indépendant du montant de la recette des impôts. Les *shaykh* arabes de la région d'Asyūt se voyaient attribuer, chacun, dans le cadre du

4. Les troupes ottomanes étaient composées des six *odjak* suivants : celui des *müteferrika*, des *caavshan*, des *gönüllüyan*, des *tüfenkçiyān*, des *azabān* et des *mustahfizān*. Sulaymān leur en adjoignit un septième, celui des *Çerākise* (des Circassiens). Voir A. K. Rafik, 1963, p. 144-146.

5. S. J. Shaw, 1962a, p. 31.

6. Le rendement de l'impôt foncier n'était pas connu avec exactitude à l'époque de la promulgation du *Kānūn Nāme*, le recensement cadastral n'étant pas encore achevé, ce qui n'eut pas lieu avant 1576. Toutefois, comme grâce à l'ordre et à la sécurité qui régnaient en Égypte au XVI^e siècle les campagnes égyptiennes prospéraient et la superficie des terres arables s'augmentait de terres remises en culture ou de nouveaux champs, ce ne fut que le plan cadastral de 1608 qui présente l'inventaire complet de toutes les terres agricoles.



6.3. Façade en faïence de la chambre funéraire d'Ibrāhīm, *agha* des janissaires, vers 1062/1652, dans la mosquée d'Aqşunqur (747/1346-748/1347). [Institut d'égyptologie, Université Charles, Prague.]

système de l'*iltizam*, une circonscription dans laquelle ils pouvaient, en qualité de *multazim*⁷, lever des impôts et en conserver le produit à condition de garantir le travail agricole et de verser une part fixe de leur recette au Trésor provincial en échange du privilège octroyé.

À partir de 1525, l'excédent dégagé après couverture des dépenses était envoyé chaque année à Istanbul et non plus au Hedjaz. L'envoi régulier de ce *hazne* ou *hazine* (trésor) était l'une des tâches les plus importantes du vice-régent. Au cours du XVI^e siècle, le *hazine* fut envoyé régulièrement et son montant total dépassa plusieurs fois la somme convenue de 400 000 guldens⁸. Une certaine somme d'argent était également consacrée à l'achat de denrées agricoles destinées aux cuisines du Sultan. L'Égypte s'acquittait par ailleurs de ses obligations envers La Mecque et Médine⁹.

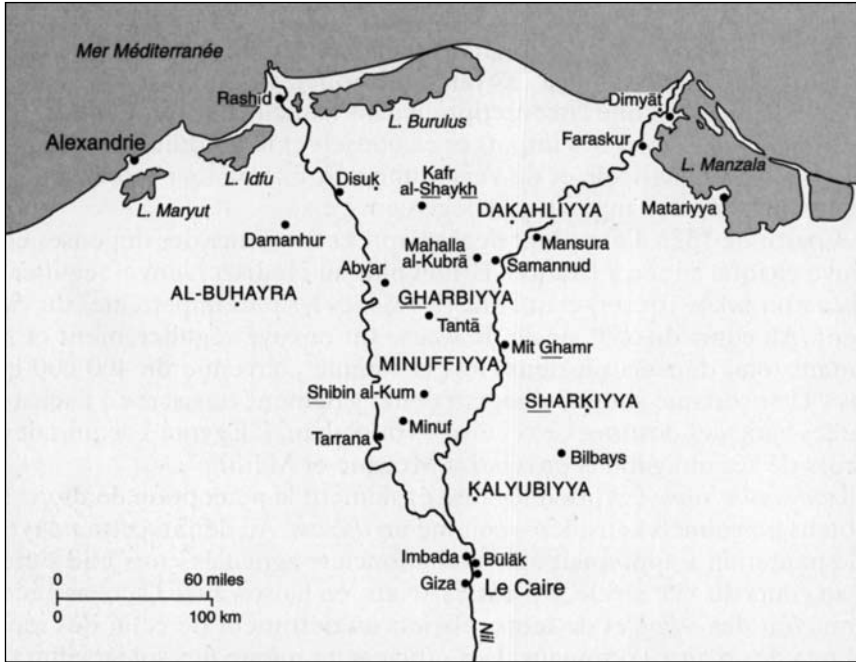
Le *Kānūn Nāme* égyptien légalisa également la perception de droits sur les biens personnels considérés comme un *iltizam*. Au début, cette nouvelle réglementation s'appliquait aux avoirs fonciers agricoles, puis elle s'étendit, au cours du XVI^e siècle, à d'autres avoirs, en liaison avec l'accroissement du pouvoir des *odjak* et de leurs officiers au détriment de celui des représentants des maîtres ottomans. Les officiers, et même des soldats du rang, s'octroyèrent progressivement toutes les fonctions permettant de contrôler les richesses tandis que les percepteurs étaient peu à peu réduits à des rôles de simples fonctionnaires sans aucune influence sur la collecte de l'impôt ou sur tout autre aspect de la politique fiscale.

Ce processus était à l'image du changement qui s'opérait dans les rapports politiques au sein de la classe dirigeante. Vers la fin du XVI^e siècle, le pouvoir politique dans le pays se cristallisa autour de deux groupes distincts : d'une part, les dépositaires officiels du pouvoir politique, nommés par le gouvernement central, avec à leur tête le *wālī*, et, d'autre part, les *odjak* et leurs officiers et les *sandjak bey* et leurs mamluk. Bien qu'il n'eût pas de caractère officiel, ce groupe-là disposait du pouvoir militaire et économique et, à partir de la fin du XVI^e siècle, il se mit à peser d'un poids de plus en plus manifeste dans la vie politique de l'Égypte.

7. Selon le système de l'*iltizam* qui, vers 1658, remplaça le système du *muḳata'āt*, les terres appartenant à chaque village ou groupe de villages étaient proposées aux enchères publiques. Les plus offrants (*multazim*) acquéraient le droit de lever des impôts auprès des paysans, les terres devenant ainsi leurs *iltizam*.

8. Correspondant à 16 millions de paras d'argent égyptiens.

9. Il y eut une réorganisation générale du système des donations créé par les sultans mamluk pour La Mecque et Médine, les sultans ottomans en ajoutant de nouvelles. L'Égypte envoyait non seulement des sommes d'argent considérables mais aussi des dons en nature et, en particulier, du blé au Hedjaz. En outre, elle versait aussi un don pour la *Ka'ba*, prélevé sur un compte de fonds spéciaux.



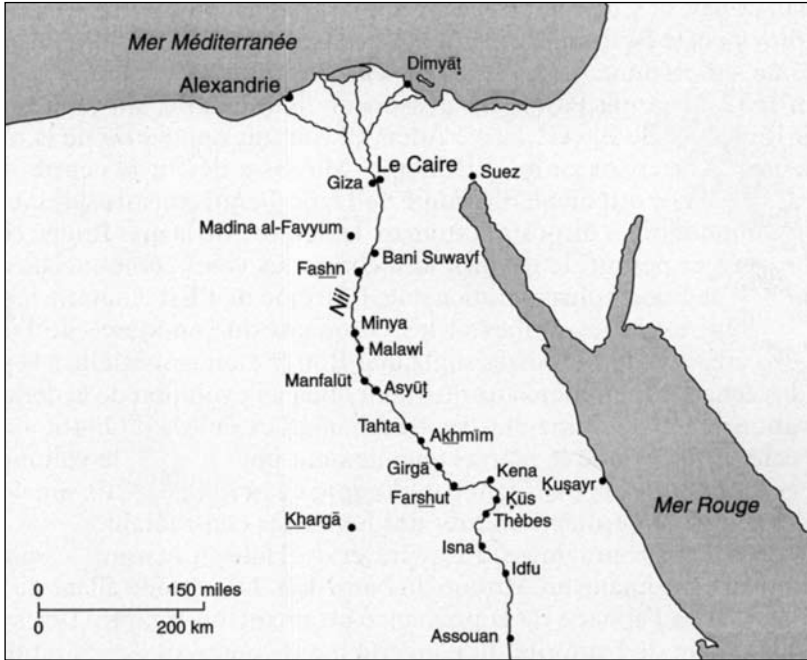
6.4. La basse Égypte (*al-Delta*).

[Source : d'après 'Abd al-Rahim 'Abd al-Rahman et Wataru Miki, *Village in Ottoman Egypt and Tokugawa Japan. A comparative study*, Institut pour l'étude des langues et des cultures de l'Asie et de l'Afrique, Tokyo, p. II. Carte publiée avec l'aimable autorisation du professeur Wataru Miki, Université Keio, Tokyo.]

L'influence ottomane en Afrique du Nord-Est

Au XVI^e siècle, l'Égypte joua un rôle important dans la politique expansionniste de l'Empire ottoman. Sa position géographique faisait d'elle le trait d'union naturel entre la Méditerranée et l'océan Indien. La route commerciale qui amenait les marchandises d'Orient en Europe passait par la mer Rouge et l'Égypte¹⁰. À l'époque de la conquête de l'Égypte par le sultan Selim en 1517, le commerce avec l'Orient était aux mains des navigateurs portugais. Une fois l'Égypte soumise, il restait aux Ottomans à éliminer, si possible, les Portugais de l'océan Indien, ou au moins à s'efforcer de faire obstacle à leur pénétration en mer Rouge.

10. Entre 1560 et 1570, il fut même envisagé de creuser un canal à travers l'isthme de Suez. La suggestion, faite par le grand vizir Mehmed Pasha Sokollu, tomba ensuite dans l'oubli.



6.5. La moyenne Égypte et la haute Égypte (*al-Saïd*).

[Source: d'après 'Abd al-Rahim 'Abd al-Rahman et Wataru Miki, *Village in Ottoman Egypt and Tokugawa Japan. A comparative study*, Institut pour l'étude des langues et des cultures de l'Asie et de l'Afrique, Tokyo, p. II. Carte publiée avec l'aimable autorisation du professeur Wataru Miki, Université Keio, Tokyo.]

Une bonne occasion d'intervenir dans l'océan Indien leur fut fournie par le gouverneur du Gujarāt lorsqu'il insista auprès du sultan Sulaymān pour obtenir de l'aide contre les Portugais qui avaient occupé le port de Diu. La campagne fut confiée au vice-régent d'Égypte, Sulaymān Paṣha. Sur la route de Diu, en 1538, il prit Aden, au Yémen, qu'il soumit à l'Administration ottomane. Bien que n'ayant pas réussi à chasser les Portugais de Diu, il débarqua au port de ḳuṣayr en haute Égypte et, après avoir atteint Assouan, il poursuivit sa marche le long du Nil jusqu'au nord de la Nubie. Il expulsa les tribus arabes de la vallée du Nil et atteignit Wādī Halfa. Sur l'île de Sāy, il construisit une forteresse qui allait devenir l'avant-poste le plus méridional de l'Égypte ottomane.

L'autorité était difficile à maintenir dans cette région éloignée de la haute Égypte qui était dominée par les *shaykh* hawwāra. Au milieu du XVI^e siècle, il fallut y rétablir la suprématie ottomane. Une expédition commandée par l'ancien *wālī* du Yémen, Özdemir Paṣha, réoccupa Ibrīm, Assouan et Sāy, et

y établit des garnisons de troupes bosniennes. Une nouvelle province, le Berbéristan, fut créée et placée sous l'autorité d'un *kāshif*, lui-même subordonné directement au *wālī* du Caire.

En 1557, Özdemiş Pasha prit possession de Massāwa, sur le littoral de la mer Rouge, et de Zaylā^c, face à Aden, et conquiert une partie de la région intérieure appartenant au roi d'Éthiopie. Massāwa devint le centre d'une nouvelle province ottomane d'Afrique, le Habesh, qui constitua dès lors un élément important du dispositif ottoman de défense de la mer Rouge contre les Portugais et permit de garantir la sécurité des voies commerciales vers le Yémen et le littoral plus méridional de l'Afrique de l'Est. Comme les Portugais avaient exclu les Arabes et les Ottomans du commerce de l'océan Indien, la création de ces postes sur la mer Rouge était essentielle à la poursuite des échanges commerciaux qui, pour obéir à l'évolution de la demande internationale, se détournèrent des traditionnelles épices d'Orient au profit du café. Étant donné le nouvel engouement pour le café, le volume des échanges commerciaux transitant par l'Égypte ne perdit guère de son importance et ce pays continua d'en tirer des bénéfices considérables.

La création des provinces d'Égypte et du Habesh marqua le sommet de l'influence ottomane en Afrique du Nord-Est. La période allant de 1517 à 1580 constitua l'apogée de la puissance ottomane en Égypte. Les symptômes du déclin de l'autorité du gouvernement central et de ses représentants n'étaient pas encore apparus; au contraire, leur pouvoir allait en se renforçant. En 1575, par exemple, dans la partie méridionale du pays, les régions situées au sud de la ville de Girgā furent réunies en une entité administrative unique, et c'est ainsi que la province de Haute-Égypte vit le jour en 1583, les chefs hawwāra étant alors remplacés, en tant qu'administrateurs, par un dignitaire envoyé par Le Caire.

La Haute-Égypte avait, de tout temps, occupé une place à part dans l'organisation politique des États de la vallée du Nil. Elle se distinguait du reste de l'Égypte par ses traits politiques, ses systèmes sociaux, ses particularités ethniques et religieuses et sa géographie. Du fait qu'elle était si différente, elle avait été à maintes reprises le refuge de mouvements dirigés contre le pouvoir en place¹¹. Son importance politique fut renforcée par le rôle économique qui était le sien, du fait, notamment, qu'elle commandait les routes commerciales et le trafic sur le Nil. L'intérêt et le respect portés par les Ottomans à ce territoire essentiel se traduisirent concrètement par le statut spécial qui lui fut attribué dans le cadre de la gestion administrative de l'ensemble de la province égyptienne.

11. La sous-province de Haute-Égypte était aussi très vaste et sa superficie s'accrut même au cours du XVII^e siècle. En 1640, les *kabīla* arabes furent expulsées de la région de Bahnasā, en 1694 de la région d'Asyūṭ et d'Aftīh et, en 1698, des environs d'Assouan, de Manfalūt et de Mīnya.

Ainsi, l'administrateur de la Haute-Égypte, tout comme celui de l'ensemble de l'Égypte, portait le titre de *wālī* et venait au second rang dans la hiérarchie administrative, juste après l'administrateur de la province entière. Le poste était tenu exclusivement par un dignitaire du rang de *sandjak bey*. Le vaste dispositif administratif et financier dont il avait la charge était organisé selon le système en vigueur dans la basse Égypte. Son importance politique et son loyalisme étaient également soulignés par l'effectif considérable des forces armées placées à sa disposition.

Les conflits militaires internes

La période de paix interne inaugurée par la répression de la rébellion d'Aḥmad Paṣha en 1524 dura approximativement soixante ans. Dans les années 1580, la situation de dépendance dans laquelle l'Égypte se trouvait à l'égard du développement socio-économique général de l'Empire ottoman l'amena à ressentir les premiers symptômes de difficultés économiques qui ne tardèrent pas à déclencher des conflits féroces entre les diverses composantes de la caste militaire dirigeante.

Quelques révoltes militaires éclatèrent entre 1598 et 1609, fomentées par les cavaliers économiquement faibles du corps des *spahi*, qui avait été le plus durement touché par la récente inflation galopante. Les premiers épisodes de ces luttes internes eurent pour effet d'affaiblir la position des vice-régents, qui ne parvenaient à s'acquitter de leurs obligations envers le Sultan qu'en exploitant la rivalité entre le corps des *spahi* et l'armée restée loyale des *odjak* tout en s'efforçant de pondérer les deux groupes pour préserver la paix dans la province. Ces révoltes aboutirent également à l'exclusion définitive du corps des *spahi* de la lutte pour le pouvoir qui opposait entre eux les *odjak*.

Les années suivantes virent s'accroître l'importance des vingt-quatre *sandjak bey*, qui formaient un groupe analogue, à certains égards, à celui des grands émirs de l'ancien sultanat. De par leur rang, ils étaient habilités à remplir les charges politiques les plus élevées. En règle générale, jusque vers 1620, ils occupaient les fonctions de *serdar*, c'est-à-dire de commandant de corps de troupes stationnées en Égypte ou opérant hors de ses frontières. Il leur était confié en outre le commandement des unités d'escorte du *hazine* égyptien envoyé à Istanbul (charge dite de l'*amīr al-khazna*) et celui des troupes de protection des caravanes de pèlerins en route vers La Mecque (charge dite de l'*amīr al-Haǧǧidj*). C'est aussi parmi eux que fut désigné l'administrateur de la Haute-Égypte. En tant que *defterdār*, ils étaient également placés à la tête de l'Administration des finances de la province. À titre d'indice de leur influence politique croissante, signalons qu'au début du XVII^e siècle, c'est l'un d'eux qui fut appelé à exercer les fonctions de *ḳā'im maḳam* (adjoint du vice-régent).

Tout en jouant habilement des pouvoirs économique et militaire des vice-régents, les beys consolidèrent les positions qu'ils avaient graduellement

acquises, gagnant, en tant que percepteurs, le contrôle d'une grande partie des avoirs fonciers.

Leur premier pas à découvert sur la scène politique fut la déposition, en 1631, du vice-régent, Mūsā Pasha, qu'ils remplacèrent par un vice-régent adjoint de leur choix, Riḍwān Bey al-Faḳārī, qui était issu de leurs rangs. Malgré les protestations de Mūsā Pasha, la Sublime-Porte entérina leur volonté. Ainsi se créa un précédent qui autorisa la procédure à se répéter à plusieurs reprises ensuite. Bien que la raison invoquée pour la déposition de Mūsā Pasha eût été l'assassinat de Ḳaytās Bey et la confiscation de ses biens, les motifs des beys et des *odjak* étaient en vérité beaucoup plus profonds : Mūsā Pasha avait commencé à réviser à la baisse leurs émoluments. En 1517, les militaires avaient été autorisés à percevoir des *himāye* (redevances de protection), qui étaient en principe des dépôts de garantie protégeant les habitants des villes conquises contre le pillage. Même les habitants du Caire les avaient versés. Au fil des ans, cependant, ces redevances n'avaient cessé de s'alourdir, devenant pour les soldats un moyen de s'enrichir en exploitant la population urbaine. Mūsā Pasha avait voulu mettre fin à ce qui constituait une taxation illégale des citadins, et c'était ce qui avait causé sa perte. Quant aux *odjak*, qui venaient de renforcer leur position en admettant parmi eux des commerçants et des artisans qui bénéficiaient désormais des mêmes privilèges qu'eux sous forme de droits d'extorsion, ils étaient trop puissants pour que le gouvernement d'Istanbul prétendît mettre un terme à leurs menées.

Mūsā Pasha fut donc remplacé par Riḍwān Bey al-Faḳārī qui gouverna comme vice-régent jusqu'à sa mort en 1656. Il était la personnalité la plus remarquable de la Faḳārīya, qui était une association politique regroupant des beys et leur suite mamluk. À cette association s'opposait un autre parti, la Ḳāsimīya, qui était également formé de beys et de leur suite et qui, comme la Faḳārīya, recherchait aussi des alliés parmi les nomades et les gens des villes. À cela s'ajoutait le fait que la lutte entre ces deux groupes partageait également les *odjak*, les janissaires se rangeant avec la Faḳārīya et les *'azabān* avec la Ḳāsimīya, si bien que vers la fin du XVII^e siècle, c'était l'ensemble de la société égyptienne qui se trouvait divisée en deux camps.

Riḍwān Bey consolida sa position en obtenant du Sultan un décret qui le nommait commandant à vie de la caravane des pèlerins, tandis que son allié 'Alī Bey était nommé à vie *wālī* de Haute-Égypte par un autre décret du Sultan. La Faḳārīya était donc bien placée dans la vie politique, avec ses principales personnalités solidement établies au sommet de la hiérarchie de la province. Autour de 1650, elle dominait complètement Le Caire. Cependant, après la mort de Riḍwān Bey, des hommes plus jeunes s'emparèrent des positions clés au sein de la Faḳārīya, y faisant preuve d'une témérité qui suscita des désaccords parmi ses membres et entraîna bientôt son effondrement.

En 1660, après avoir chassé la Faḳārīya du Caire, la Ḳāsimīya réussit, avec l'appui du vice-régent, à obtenir (pour une courte durée) la charge de vice-

régent de Haute-Égypte, ainsi que celle de vice-régent adjoint de la province. Cependant, avant qu'elle ait pu consolider sa position, son chef Aḥmad Bey Boshnagī fut assassiné, en 1662, sur ordre du vice-régent lui-même.

Ces événements témoignaient des efforts de la Sublime-Porte pour restaurer son autorité sur l'Égypte. Une preuve incontestable de son succès, dû à une habile exploitation des dissensions entre les partis concurrents, fut le fait que, dès 1661, il lui fut possible de suspendre tout le personnel non militaire dans les sept *odjak* et d'imposer aux *multazim* un accroissement de 20 % des versements prélevés sur leurs fiefs, afin de combler le déficit du *hazine* provoqué par la forte inflation. Ces mesures suscitèrent le mécontentement, mais la cour d'Istanbul passa outre et prit des mesures supplémentaires. En 1670, Kara Ibrāhīm Paşa reçut l'ordre d'appliquer une réforme fiscale en Égypte en s'appuyant sur l'armée. Après un remaniement radical du budget et quatre années d'intenses négociations avec toutes les parties intéressées, il réussit à doubler le montant du *hazine*, qui passa de 15 à 30 millions de paras. (Certains fiefs importants demeuraient aux mains des *odjak* et cela, Kara Ibrāhīm dut le confirmer en 1672.)

Les principes de cette réforme établirent les références pour la résolution des problèmes fiscaux durant toute la période qui suivit, jusqu'en 1798. Les résultats acquis, toutefois, ne furent pas de longue durée et, rapidement, le montant du *hazine* baissa de nouveau. Cela, parce que la décision de réduire l'influence économique des *odjak* (dont les ressources financières comprenaient à la fois des bénéfices légaux et des prélèvements illicites) au bénéfice du Trésor de l'État vint trop tard. La légalisation, en 1672, des titres sur les fiefs encore existants renforça la position des janissaires et des *ʿazabān*, c'est-à-dire des *odjak* qui s'étaient partagé le *mukataʿāt* le plus lucratif¹², au détriment des *ghaushes* et des *müteferrikas*. La réforme fiscale accomplie transforma un système jusque-là ouvert, dans lequel il était possible d'opérer facilement des changements dans la répartition des fiefs, en un système clos dont les divers groupes étaient engagés dans une vive controverse.

Le nouvel état de choses amené par l'affaiblissement de la position du pacha au cours de la première moitié du XVII^e siècle et par l'élimination des coteries de beys dans les années 1660 permit aux *odjak* de s'emparer des réseaux qui exploitaient les habitants des villes¹³. Les beys, qui n'avaient

12. Les janissaires étaient les bénéficiaires des recettes des douanes de tous les ports égyptiens à l'exception de Suez dont la recette revenait au vice-régent. Les *ʿazabān* contrôlaient les bénéfices des greniers à blé et des ports de débarquement de Būlāḡ et du Vieux Caire, ainsi que la taxe sur les jeux.

13. L'ambition qu'avaient les *odjak* d'être légalement titulaires de *mukataʿāt* et de créer des sources de revenus illicites était renforcée par le rapprochement incessant qui avait lieu entre eux et la population locale et les incitait de plus en plus fréquemment à se livrer à une activité économique et à accepter des commerçants et des artisans dans leurs rangs. Leurs clients étaient en particulier de riches marchands de café. Ce rapprochement fut à la base de la perception par les *odjak* de l'*himāye* et d'un prélèvement de 10 % sur l'héritage d'un client décédé. Les nouveaux membres des *odjak* ne perdaient rien à l'affaire. Les *odjak* leur donnaient une protection au titre de laquelle ils se trouvaient exemptés des dispositions légales généralement en vigueur et qui faisait d'eux les bénéficiaires d'un statut préférentiel lié aux intérêts des *odjak*.

aucun moyen de participer à cette exploitation, continuaient de tirer leurs revenus des propriétés agricoles, ce qui faisait d'eux les exploités de la population rurale.

Entre 1670 et 1750 environ, la vie politique devint encore plus compliquée. Elle était influencée non seulement par les dissensions entre les *odjak* mais aussi par les conflits que créaient en leur sein des affiliations divergentes. L'attitude des factions internes était déterminée à la fois par leur relation avec le puissant *odjak* des janissaires et leur liaison avec l'un des vieux partis, Faḳārīya et Ḳāsimīya. La rivalité entre les deux partis s'était déjà transposée à l'intérieur des *odjak* eux-mêmes, dans lesquels chacun d'eux créait son propre groupe au moyen duquel il s'efforçait de dominer l'*odjak* entier. Ainsi, les deux éléments de base du pouvoir économique et politique de la classe dirigeante étaient l'objet de conflits : la possession, et leur éventuelle redistribution, des fiefs et les prélèvements illégaux sur les résultats de l'activité économique des membres des *odjak* ainsi que les redevances perçues illicitement pour la protection des commerçants et des artisans dépendant des *odjak*¹⁴.

L'*odjak* dans lequel les relations étaient le plus tendues était celui des janissaires, dont la position dominante s'appuyait sur la détention des fiefs ou réseaux urbains les plus rentables. Pendant près de vingt ans, le janissaire Bashodabashi Küchük Mehmed fut le protagoniste de la lutte au sein de cet *odjak*. En 1680, il fut expulsé d'Égypte à la suite du conflit qui l'opposait aux principaux officiers de son *odjak*. Mais il y revint plus tard et il rejoignit sans tarder l'*odjak* des *gönüllüyan*, où il gagna l'appui de l'*agha* qui l'introduisit auprès de la Faḳārīya. Avec l'aide du chef de ce parti, Ibrāhīm Bey, Küchük Mehmed réussit, en 1692, à débarrasser l'*odjak* des janissaires de ses commandants *kasīmī* et, à partir de là, à s'en assurer la domination. Peu après, il fit approuver par les plus hauts dignitaires de l'ensemble des sept *odjak* sa décision d'abolir certaines redevances de protection et toutes les autres redevances illégales exigées par les percepteurs janissaires et *ʿazabān* des douanes d'Alexandrie, de Rashīd et de Būlāḳ. Avec l'appui du *wālī*, il réussit à faire exécuter sa décision. La principale raison de cette « nouvelle orientation », qui était incontestablement favorable aux couches inférieures de la population des bourgs et des villes et qui mua de nombreux membres de l'*odjak* des janissaires en ennemis jurés de Mehmed regroupés autour de Mustafā Ḳazdoḡlu, se trouva sans doute dans la crainte de voir se reproduire les émeutes de 1678 qui avaient été causées par l'inflation continue et par une forte hausse du cours du blé.

14. Ces dispositions fiscales, contraires aux principes de la loi islamique (*shariʿa*) comme à la réglementation en vigueur, furent critiquées comme des abus (*maẓālim*) et les dirigeants de l'État central demandèrent expressément leur suppression, en particulier afin de prévenir d'éventuelles difficultés politiques. L'essentiel de la charge de l'exploitation était supporté par les couches populaires, dont la situation fut aggravée par de mauvaises récoltes et leur cortège de prix forts, de famines et d'épidémies. Vers la fin du XVII^e siècle (en 1678, 1687 et 1695), la résolution des contradictions au sein de la classe dirigeante s'accompagna aussi des premières émeutes importantes dans le peuple, lesquelles influencèrent de toute évidence l'attitude des principaux agents politiques.

Durant l'été 1694, la tension atteignit un degré critique dans l'*odjak* des janissaires. En outre, le faible débit du Nil provoqua, cet été-là, une hausse subite du prix du blé. Fidèle aux principes de sa politique, Küçük Mehmed prit des mesures contre les spéculateurs potentiels en fixant le prix du blé et en organisant sa distribution de telle manière que les intermédiaires ne pussent y prendre part. Ces mesures eurent pour effet de rapprocher l'opposition janissaire et l'*odjak* des *ʿazabān* qui tenaient les magasins de céréales. Le conflit atteignit son point culminant avec l'assassinat de Küçük Mehmed, qui permit aux *odjak* de retrouver la jouissance de leurs fiefs perdus en même temps que la liberté de décider des prix des denrées alimentaires. Il s'ensuivit une hausse brutale des prix de tous les articles de première nécessité qui déclencha une famine, en 1695, suivie de l'épidémie de 1696. Il fallut les crues abondantes du Nil de 1697 pour mettre fin à cette période difficile.

Depuis 1688, l'état de crise se trouvait amplifié par une érosion continue de la valeur de la monnaie et, vers 1692, la situation était extrêmement grave. Pour essayer de combler le déficit du *hazine*, l'Administration provinciale augmenta de 4% les impôts dus par les *iltizam*, ce qui n'empêcha pas la Sublime-Porte d'exiger que le *hazine* fût envoyé en monnaie d'or ou d'argent. Cette exigence se heurtait à une vive opposition des *odjak* auxquels la dépréciation de la monnaie procurait de gros bénéfices, tout comme à leurs clients, les marchands. Ce fut leur opposition qui fit échouer, en 1697, la tentative de réforme financière et de transformation du système fiscal conçue par l'expert financier Yāsīf al-Yahūdī¹⁵.

Une nouvelle série de hausses des prix résultant d'un afflux de monnaies dévaluées provenant des autres régions de l'Empire, au début du XVIII^e siècle, offrit aux janissaires l'occasion de subtiliser aux *ʿazabān* le monopole du commerce des céréales. Une fois encore, le problème principal s'avéra être celui de la perception de l'*himāye* auquel aucun des *odjak* n'était disposé à renoncer. Pour sortir de l'impasse, un compromis qui éludait le problème principal mais revêtait une forme acceptable pour les *odjak* fut trouvé. Il fut décidé que les pièces dévaluées ne pourraient être utilisées que pour leur poids de métal et que des pièces d'argent fin (*fidda dīwānī*) seraient frappées à leur place. Simultanément, la liste des prix des articles de première nécessité était publiée et l'exportation de café vers les pays chrétiens était interdite. Le décret portant création de monnaie contribua sans doute à ralentir le déclin du para égyptien, mais les décisions acceptées furent sans effet sur le principal problème socio-économique, à savoir les redevances de protection. C'est pourquoi la tension demeura vive entre les *odjak*, une nouvelle crise politique se profilant à l'horizon.

Cette crise éclata vers 1710, avec pour cause première les problèmes soulevés par les exportations de café à destination des pays chrétiens. L'aug-

15. La réforme proposait, entre autres, l'estampillage de la monnaie, la perception d'un droit de 10% sur le café en stock, l'établissement d'un monopole d'État sur la torréfaction du café, l'apposition d'une marque de fabrique sur les textiles et l'imposition des maisons et boutiques par l'État.

mentation rapide de leur volume, correspondant à une demande européenne sans cesse croissante, fit s'envoler les prix du café. Les négociants en gros et leurs protecteurs janissaires en tirèrent de tels bénéfices que les autres *odjak* en furent outrés. Le problème de l'*himāye* revint donc sur le devant de la scène. Il n'y avait pas moyen de le résoudre sans ambiguïté en coupant court à toute discussion à cause de la division qui régnait dans l'*odjak* des janissaires entre partisans de la Faḳārīya et partisans de la Ḳāsimīya. Le différend fut alors à l'origine d'un affrontement d'une férocité sans précédent au sein de l'*odjak*, et même les beys s'en mêlèrent.

Le personnage le plus important de l'affaire était le janissaire Bashoda-baḫḫi Iḫrandj Aḫmad, qui était en faveur de la participation de ses condisciples aux activités économiques. Il était soutenu par la Faḳārīya, mais cela n'empêcha pas la Ḳāsimīya d'obtenir son expulsion de l'*odjak* en 1707. Au début de l'année 1709, la tension avait atteint un degré tel que les janissaires se trouvaient isolés en face de rivaux unis et Iḫrandj Aḫmad, avec l'appui de la Faḳārīya, fut réintégré dans l'*odjak*. La mesure fut suivie de l'expulsion des officiers favorables à la Ḳāsimīya qui s'étaient prononcés pour l'expulsion d'Iḫrandj Aḫmad en 1707. Cet acte cimentait la position de la Faḳārīya dans l'*odjak* et l'unité des partisans de la politique d'Iḫrandj Aḫmad, mais un coup grave fut porté aux janissaires par un décret envoyé d'Istanbul qui établissait les principes de la politique officielle de la Sublime-Porte sur les problèmes de l'heure. Il mettait fin sur-le-champ à tous les abus et aux relations de faveur existant entre protecteurs militaires et civils. En outre, il contenait l'ordre de déplacer la Monnaie, qui devait quitter l'enceinte du cantonnement janissaire pour un nouveau bâtiment.

À la fin de l'année 1710, la crise fut encore aggravée par une rupture entre les deux beys qui se trouvaient à la tête de la Faḳārīya, Ayyūb et Ḳaytās, ce dernier passant à la Ḳāsimīya, et par le retour des dignitaires expulsés. Le fragile équilibre du pouvoir se trouvait ainsi compromis et la crise dégénéra en conflit armé dans lequel les beys se trouvèrent eux aussi ouvertement impliqués. Le chef de la Faḳārīya, Ayyūb Bey, et le *wālī* de Haute-Égypte, Maḫmūd Bey al-Kabīr, se rangèrent aux côtés des partisans d'Iḫrandj Aḫmad, tandis que leurs rivaux recevaient le renfort du chef de la Ḳāsimīya, Aywaz Bey, d'Ibrāhīm Shanab, de Meḫmed Bey Ḳutamish et de Ḳaytās Bey, transfuge de la Faḳārīya. Après un siège de deux mois, en juin 1711, la résistance des janissaires qui tenaient la citadelle s'effondra. Les beys de la Faḳārīya s'enfuirent d'Égypte et Iḫrandj Aḫmad fut exécuté.

Les événements de 1711 eurent pour effet apparent d'amoinrir l'influence non seulement de l'*odjak* des janissaires mais aussi des autres *odjak*, épuisés qu'ils étaient par vingt années de luttes incessantes. En même temps, ces événements ramenaient au premier plan les beys et leurs Mamluk. Depuis le milieu du XVII^e siècle, non seulement les *sandjak bey* mais aussi les membres de la hiérarchie militaire ottomane formaient leurs propres clans de Mamluk. Vers la fin du XVII^e siècle et le début du XVIII^e siècle, les esclaves affranchis et les Mamluk de nombreuses « maisons » telles que la Ḳazdughlīya, la Ḳutamishīya, la Balfīya, la Djulfīya, détenaient déjà la majorité des charges et contrôlaient nombre de fiefs et réseaux urbains. Après

1711, l'Égypte connut une période d'une vingtaine d'années durant laquelle la scène politique se modifia puisque les beys se mirent à en occuper de nouveau le devant.

Le règne des *odjak* sur l'Égypte, malgré les crises économiques et politiques qu'il avait connues vers sa fin, avait présidé à de grands changements économiques et sociaux. La production agricole avait augmenté et le commerce des marchandises égyptiennes était actif et des plus lucratifs, ses bénéfices n'étant surpassés que par ceux du commerce de transit, notamment par ceux du café qui avaient largement contribué à la prospérité générale. La bonne santé de l'économie allait de pair avec un taux de croissance démographique élevé, de sorte qu'une main-d'œuvre abondante était employée à la culture extensive des terres agricoles et aux activités de production et de commerce en pleine expansion dans les villes. À cette époque, la population du Caire atteignit 300 000 habitants et dépassa donc le pic de 250 000 habitants du début du XIV^e siècle, époque de sa plus grande prospérité.

Un problème permanent était posé par la monnaie dont la dépréciation devenait de jour en jour plus manifeste après les revers essuyés par l'Empire ottoman en Europe. Cela dit, l'Égypte n'était cependant pas affectée outre mesure par les événements qui survenaient sur les champs de bataille européens : les échanges commerciaux continuaient à se faire normalement et la participation des *odjak* égyptiens aux guerres était négligeable. Dans ces conditions de paix, les *odjak* connaissaient une mutation progressive sur le plan social. Les troupes étaient en garnison permanente en Égypte et leurs membres se mêlaient à la société locale, le plus souvent par le biais du mariage. Ils ne se distinguaient des gens du pays que par leur statut militaire, quelques privilèges et les devoirs qui leur incombaient. Cependant, durant ces temps de paix, leur discipline se relâcha énormément et leurs qualités militaires se détériorèrent de plus en plus.

Après 1711, la lutte pour le pouvoir se poursuivit à deux niveaux : entre les groupes politiques distincts et au sein de chacun d'eux. En 1714, Kaytās Bey, le chef de la Kāsīmīya, parti de la majorité du moment, fut exécuté par ses subordonnés qui s'emparèrent alors de la *riyāsa* (du commandement). Mais après la mort prématurée de l'un d'eux, Ibrāhīm Bey Abū Shanab, Ismā'īl Bey, le fils d'Aywaz Bey, devint leur chef unique et leur suprématie s'éteignit. Une opposition se forma parmi les Mamluk d'Abū Shanab, la *Shanabīya*, qui fit cause commune avec les beys de la Faḳārīya contre Ismā'īl Bey pour l'évincer, avec toute la fraction aywazide, de la kāsīmīya. L'homme porté à la tête de la *Shanabīya* forma alors un duumvirat avec Dhū 'l-Faḳar, le chef de la Faḳārīya. Cette union, qui équivalait à un compromis politique, était dictée par une nouvelle crise économique qui fut précipitée par la chute de Meḥmed Bey Cherkesī, le premier chef de la *Shanabīya*. Afin de soulager la tension montante, il avait tenté, comme d'autres avant lui, d'obtenir des *odjak* qu'ils allègent les impôts et renoncent à percevoir des taxes illicites. Les *odjak* étaient disposés à négocier, mais lorsqu'il fallut en venir à expulser de leurs rangs les négociants et les Arabes hawwāra, ils lui opposèrent une fin de non-recevoir qui marqua aussi la fin de sa carrière politique et conduisit à son assassinat.

Les luttes incessantes entre les beys offrirent aux vice-régents, à partir de 1720, l'occasion de renforcer leur autorité. C'était à cette seule fin qu'ils prenaient part aux conflits et leurs intrigues contribuèrent directement à l'assassinat d'Ismā'īl Bey ainsi qu'à la chute de Meḥmed Bey Cherkesī. Puis, après l'effondrement de la Kāsimīya, en 1729, ils continuèrent activement cette politique avec la Faḳārīya, alors dirigée par trois hommes, Meḥmed Bey Ḳutlumush, le janissaire Kāhya 'Uḥmān (Osmān) et l'*'azab* Kāhya Yūsuf.

La rivalité entre ces trois chefs offrit à Bakir Paṣha, en 1736, une occasion de tenter de transférer au Trésor de l'État les taxes tant légales qu'illicites que percevaient les *odjak*. Il brisa la résistance que ceux-ci lui opposaient par la liquidation physique de leurs trois représentants. Cependant, cette action n'avait pas l'approbation de la Sublime-Porte, qui, dans l'intérêt de l'État, interdisait strictement l'aliénation des fiefs des *odjak*. Les nouveaux chefs de la caste militaire égyptienne, représentés par 'Uḥmān Bey Dhu 'l-Faḳar et le janissaire Kāhya Ibrāhīm Ḳazdoughlu, se rangèrent avec les *odjak* en refusant de se soumettre. Leur attitude était en outre appuyée à l'unanimité par les représentants des *'ulamā'* (fraternités religieuses).

Avec l'arrivée d'Ibrāhīm Ḳazdoughlu à la tête de l'*odjak* des janissaires, la Ḳazdoughliya prit le devant de la scène. C'était une puissante faction de la Faḳārīya, qui n'avait pas fait parler d'elle jusqu'alors. Ses chefs n'avaient pas rang de *sandjak bey* mais, de ce fait, aucun d'entre eux n'ayant été assassiné, le groupe était resté relativement homogène. À partir de 1743, l'année où Ibrāhīm Kāhya força 'Uḥmān Bey à émigrer, lui-même devenant par là le seul chef de l'appareil militaire du pays, la Ḳazdoughliya régna en parti unique et maintint sa position jusqu'en 1798.

Après qu'Uḥmān Bey eut quitté le pays, Ibrāhīm Kāhya fit cause commune avec Riwdān qui était le *kāhya* des *'azabān* et le chef de la Djulfiya, une petite faction de la Faḳārīya. Leur duumvirat inaugura, à partir de 1744, dix années de règne sans partage des deux plus puissants détachements militaires d'Égypte. Les deux hommes ne prirent pas le rang de *sandjak bey* mais chacun d'eux nomma trois de ses mamluk dans la corporation des beys. Riwdān Kāhya s'adonna dès lors à son passe-temps favori, la construction, tandis qu'Ibrāhīm Kāhya faisait de l'Égypte son domaine privé. Il s'adjugea les ressources matérielles les plus rentables, se constitua un puissant clan de mamluk et s'enrichit par tous les moyens.

Cependant, le pouvoir apparemment stabilisé des duumvirs dissimulait des symptômes de la faillite prochaine des structures socio-économiques sur lesquelles s'était jusque-là appuyé le pouvoir militaire¹⁶.

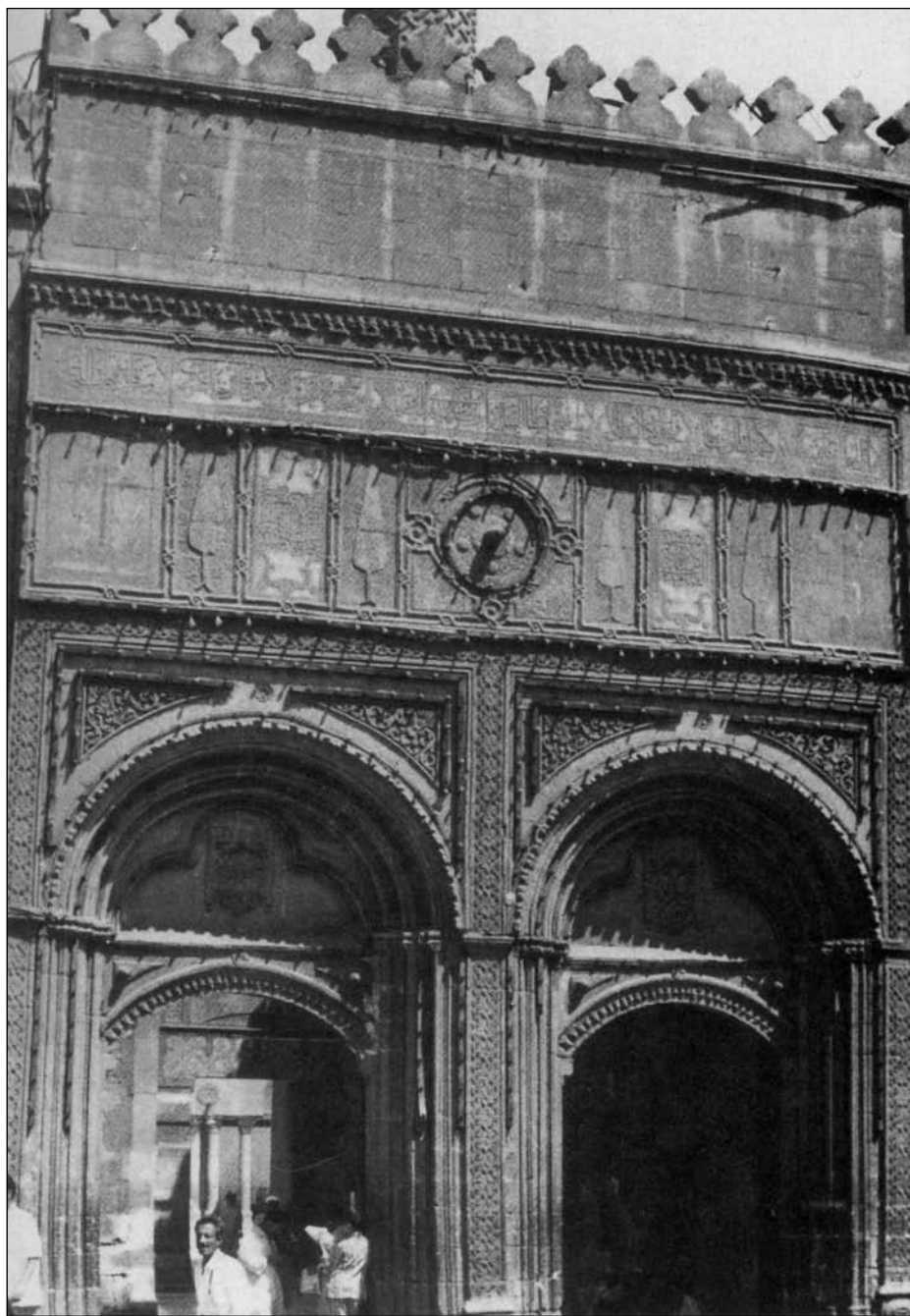
16. Dans le système traditionnel d'exploitation, les *odjak* faisaient bénéficier leurs clients d'une certaine partie des privilèges qui étaient l'exclusivité de la classe dirigeante. Cet avantage disparut du système instauré par le duumvirat où l'exploitation était aggravée par des confiscations, des emprunts forcés et autres mesures draconiennes affectant tout particulièrement les marchands. Les deux potentats se partageaient le butin selon une clé de répartition convenue et connue de tous.

Au cours des dix années que dura le duumvirat, l'autorité collective qui avait été celle des *odjak* fut remplacée par l'exercice du pouvoir personnel par ceux qui se révélèrent être deux despotes. Ce n'est qu'à la bonne situation économique du pays, et notamment à la stabilité des prix et de la monnaie, que la paix intérieure dut d'être maintenue. Les contradictions que recelait la conjonction d'un régime politique dur et d'une situation économique favorable se manifestèrent peu après la mort d'Ibrāhīm Kāhya, en 1754. Riwdān Kāhya avait péri le premier, lors d'une révolte des janissaires provoquée par sa proposition d'imposer une nouvelle taxe sur le café. Bien que le motif de la révolte fût la volonté des *odjak* de défendre leurs privilèges de plus en plus érodés, elle était aussi l'expression d'un antagonisme envers les Mamluk qui, ayant accédé aux rangs de bey et d'officier des *odjak*, étaient désormais en mesure d'accéder au pouvoir politique et économique. Le déclin du pouvoir politique des *odjak* fut directement lié à celui de leur puissance économique, entre 1720 et 1750, années durant lesquelles ils perdirent certains privilèges lucratifs et virent baisser le rapport des taxes prélevées sur d'autres ressources, en particulier sur le commerce des épices et du café, ce dernier commençant à souffrir de la concurrence du café des Antilles. Les *odjak* subirent également le contrecoup de l'appauvrissement des marchands mis en coupe réglée par les duumvirs. Après 1760, leur pouvoir s'affaiblit au fur et à mesure qu'ils se transformaient en simples réserves des suites mamluk dont les membres pouvaient porter le titre d'officier.

L'évolution culturelle

La fin de la souveraineté du sultanat mamluk et la transformation de l'Égypte en province (*wilāya*) de l'Empire ottoman eurent d'importantes répercussions sur l'activité culturelle égyptienne qui refléta très distinctement, dans son évolution, le nouvel ordre des relations sociales, économiques et nationales. L'éducation en fut aussi influencée, de même que la langue arabe dans son rôle de véhicule de l'expression culturelle.

Après la chute du sultanat mamluk, Le Caire cessa d'être le foyer spirituel du monde sunnite, position qui avait été la sienne depuis 1261. La singularité de la ville était alors renforcée par la présence des califes abbassides et celle de différentes universités regroupées autour de l'antique mosquée al-Azhar vers laquelle convergeait tout ce que l'islam comptait d'hommes « en quête de connaissance ». Ils arrivaient au Caire pour élargir le champ de leur savoir, pour enseigner dans un des nombreux *madrassa* existant dans la ville ou pour occuper une charge importante dans l'Administration de l'État, dont l'autorité politique et la prospérité économique faisaient de la capitale une cité bouillonnante d'activités. Bien qu'al-Azhar fût demeurée, même après 1517, une école des plus prestigieuses pour les étudiants des pays arabes, ceux qui voulaient réussir leur carrière au service de l'État se trouvaient de plus en plus souvent obligés d'aller étudier dans les écoles d'Istanbul qui préparaient



6.6. La mosquée de Muḥammad Bey Abū 'l-Dahab, 1188/1774.
[Institut d'égyptologie, Université Charles, Prague.]

leurs élèves à servir dans n'importe quelle partie du vaste empire. Quant aux postes de professeur dans ces écoles, ils étaient aussi très recherchés et servaient souvent de tremplins pour accéder aux charges élevées et honorifiques de la fonction publique. Istanbul et d'autres villes de la partie centrale de l'Empire occupaient désormais la place qui avait été sans conteste celle du Caire jusqu'à 1517, et cela même aux yeux des sujets arabes du Sultanat ottoman.

L'incorporation de l'Égypte et d'autres pays arabes dans l'Empire ottoman, où l'utilisation du turc-ottoman prédominait dans la vie publique et culturelle, fut une nouvelle et tangible étape du déclin de l'importance de la langue arabe en tant que médiateur de la culture arabo-islamique. C'était à travers la grande littérature néo-persane et la littérature en langues turques qui fleurissaient à cette époque que s'exprimait la culture spirituelle islamique. La perte de l'indépendance politique des pays arabes entraîna également la disparition de la langue arabe dans les affaires publiques, ce qui compromettait du même coup son utilisation dans la littérature. Celle-ci, à l'exception des thèmes mêlant le droit et la religion mais comprenant les textes scientifiques, était suscitée et lue par la classe dirigeante qui ne connaissait pas l'arabe mais était capable d'apprécier les œuvres écrites en turc ou en persan. Qui plus est, la culture persane traversait, précisément entre le XV^e et le XVIII^e siècle, une période d'une fertilité remarquable qui formait un contraste frappant avec les expressions culturelles et littéraires des régions de langue arabe.

Comme dans toutes les autres provinces arabes de l'Empire ottoman, la culture de l'Égypte tomba sous la férule politique, sociale et culturelle du puissant occupant turc-ottoman et se trouva peu à peu intégrée dans la nouvelle version turque-ottomane de la civilisation islamique. À travers le processus dialectique des influences mutuelles au sein de cet ensemble culturel, elle conserva néanmoins un caractère propre qui allait devenir le point de départ et le régulateur du réveil national arabe aux XIX^e et XX^e siècles. Cette singularité se retrouva dans la littérature arabe et égyptienne, entre les XVI^e et XVIII^e siècles, bien que celle-ci fût passée au second plan des activités littéraires officielles. Cette période, ordinairement décrite comme celle du grand déclin de la littérature arabe, n'apporta rien de nouveau dans les genres classiques, mais elle introduisit bel et bien une nouvelle orientation de la production littéraire. Les textes en langue arabe étaient écrits à l'intention de lecteurs appartenant aux couches moyennes de la population des villes, notamment les *'ulamā'* des catégories subalternes, l'élite des clercs, les commerçants et les artisans, tous de langue maternelle arabe. De cette orientation naquit le caractère populaire marqué de cette littérature, manifeste aussi bien dans ses genres que dans son langage.

C'est en poésie que cette tendance s'affirma de la manière la plus apparente. En liaison avec l'expansion des ordres derviches, la poésie mystique *ṣūfī* (soufie) conquiert un large public et acquit une grande popularité notamment à travers des œuvres, marquées par l'influence d'Ibn al-Fārid, qui

chantait les louanges du prophète Muḥammad¹⁷. Gloire lui était également rendue dans les *mawlid* qui étaient des récits légendaires sur Muḥammad écrits en prose.

Un nouveau genre poétique fit son apparition à cette époque, celui des satires dont la plus remarquable est le *Ḥazz al-kuḥūf* [En secouant les têtes de paysans] par al-Shirbīnī, de 1787. Son auteur ridiculise la stupidité et la grossièreté des paysans aussi bien que l'étroitesse d'esprit et la vanité des *'ulamā'*, par le commentaire d'un poème satirique écrit par un poète villageois fictif du nom d'Abū Shaduf ibn Udjayl (Père de la Balance, Fils de Veau). La langue employée dans cette œuvre est l'arabe parlé dans les campagnes égyptiennes. Dans un de ses poèmes, «*Ḳasid Abū Shaduf*», il traite de l'exploitation des paysans par l'Administration et la famille et des injustices qu'ils ont à subir. Ḥasan al-Badrī al-Ḥidjāzī (mort en 1719) était un autre poète de renom. Outre un recueil de poèmes sur des thèmes religieux, il écrivit un ensemble de satires, œuvres de moraliste commentant des événements remarquables et faisant la critique de la société contemporaine.

En dehors de cette poésie s'adressant à un large public, et dont l'un des auteurs fut aussi le chancelier d'Azhar, 'Abdullāh al-Shubrawī (mort en 1758), qui écrivit un petit recueil de poèmes d'amour et d'élégies sur les saisons ainsi que des panégyriques de Muḥammad et d'autres éminentes personnalités, on vit apparaître un courant poétique formaliste relevant de l'excentricité précieuse. Son représentant en Égypte fut Abdullāh al-Idkāwī (mort en 1770), qui écrivit aussi en prose des textes dans le même esprit que les œuvres de son contemporain Yūsuf al-Hifnāwī (mort en 1764).

La prose populaire narrative s'enrichit d'une nouvelle œuvre, un roman sur la conquête de l'Égypte par Selim I^{er} dont le protagoniste était le dernier sultan mamluk, Tūmān Bey, livrant un combat inégal à l'agresseur. Ce roman fut écrit par Aḥmad ibn Zunbul, également auteur d'une relation historique concise de cet événement qui fournit sa trame au roman.

La littérature scientifique ne connut, quant à elle, aucun renouveau. Au contraire, elle continua de décliner. Elle fut caractérisée par le manque d'originalité dans le traitement des connaissances et par des commentaires stériles sur les écrits des grands noms du passé qui faisaient autorité. L'idéal islamique, auquel les idéologues ottomans essayaient d'intégrer leur société, n'admettait aucune analyse critique. Les commentaires et gloses, très en vogue à l'époque, bien que reflétant très précisément les goûts d'alors, n'étaient pas capables de présenter une image objective de la société¹⁸.

17. Muḥammad ibn Riḍwān al-Suyūti (mort en 1766) fut l'auteur d'un de ces poèmes populaires. Quoiqu'à un moindre degré, à cause de leur caractère rhétorique, une certaine popularité s'attachait aussi aux écrits d'Ā'isha al-Bā'ūniya et à ceux du médecin 'Abd al-Raḥmān al-Humaydī (mort en 1587).

18. Il parut notamment un certain nombre de petits traités sur les problèmes du moment, en particulier dans le domaine du droit appliqué, sans parler de guides pratiques abrégés qui prenaient souvent la forme de manuels.

À cet égard, l'historiographie eut davantage de possibilités. Cependant, en Égypte, elle souffrait d'un manque de commanditaires et de gens intéressés par les écrits historiques. Si l'on met à part les écrits d'Ibn Iyās qui, quoique se terminant en 1552, sont considérés comme faisant partie de l'historiographie des Mamluk, les ouvrages produits par les historiographes du XVI^e au XVIII^e siècle ne sont pas de bonne qualité, notamment au niveau de la méthodologie. Seuls quelques livres de cette période peuvent être considérés comme de réelles chroniques riches en éléments judicieusement présentés¹⁹. Très souvent, les autres ouvrages se réduisent à de ternes listes chronologiques de sultans, de vice-régents et de juges suprêmes, ou à de brefs résumés de l'histoire de l'Égypte jusqu'à l'époque de l'auteur²⁰. On trouve aussi quelques traités détaillés sur certains événements marquants, qui s'appuient souvent sur une expérience personnelle²¹. Un certain nombre de fascicules historiques furent rédigés en vers, d'autres en langage courant²². Si la dernière chronique mamluk d'Ibn Iyās relate les premières années de la période ottomane, les dernières décennies du XVIII^e siècle sont décrites dans le plus important ouvrage du genre écrit au XIX^e siècle, la chronique d'al-Djabarti, qui est le tout dernier texte de son espèce dans la littérature arabe de la période féodale.

Le simple commentaire, s'il s'avéra souvent stérile, donna toutefois le jour à une œuvre d'importance écrite par Muḥammad Murtaḍā al-Zabīdī (mort en 1791) : les nombreux volumes du dictionnaire *Tādj al-arūs*, commentaire de l'*Al-Kāmūs* d'al-Fīrūzabādī. La philologie fut également traitée par al-Khafādji (mort en 1659), également auteur d'un important ensemble de biographies de personnalités éminentes.

Les traités sur les routes des pèlerinages de La Mecque et de Médine ainsi que les textes sur les lieux de pèlerinage, les tombeaux de personnalités renommées, en particulier ceux des hommes de science et des saints, constituaient un genre littéraire très apprécié.

La vénération des saints, expression de la foi des fidèles, était liée à l'extension rapide des ordres derviches et à l'intérêt suscité par les mystiques. Les uns et les autres jouissaient d'une grande popularité en Égypte depuis le XVI^e siècle. Le plus connu était l'Aḥmadīya, ordre fondé par Aḥmad al-Badawī (mort en 1276), dont le tombeau à Tantā était le centre d'un culte spécial. Cet ordre avait de nombreuses ramifications telles la Bayyūmīya, la *Shā'arāwīya* et la *Shinnāwīya*. Parmi les ordres influents, il faut citer la *Qādirīya*, la *Rifāīya* et la *Nakshbandīya*, tandis que l'*Ibrāhimīya*, la *Demirdāshīya*, la *Bakrīya* et bien d'autres encore étaient de moindre envergure. Les ordres derviches avaient à leur tête un représentant des descendants du Prophète (*nakīb al-ashraf*),

19. Par exemple, la chronique de la période allant de 1517 à 1737, rédigée par Aḥmad Chelebi.

20. Ce genre de texte est typiquement représenté par les livres d'al-'Shākī, de Marī ibn Yūsuf et d'al-Sharkāwī.

21. Le meilleur d'entre eux est le livre d'al-Sālihi, intitulé *Waḳ'at al-Sanādījk* [Les désaccords des *sandjak bey*], qui traite de la révolte des beys de la Faḳārīya en 1660.

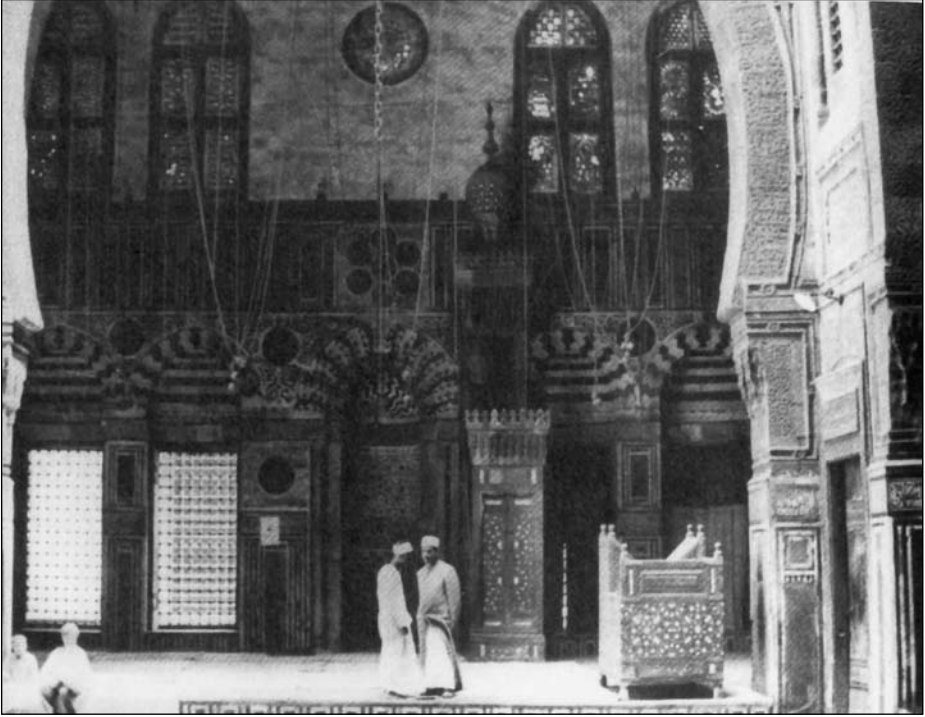
22. Notamment le livre en vers d'al-Ghamrī et les chroniques de Dermirdesh en langage courant.

qui était un *shaykh* de la famille al-Bakrī dont l'origine remontait au premier calife Abū Bakr. Les ordres derviches étaient associés à des catégories sociales déterminées et incluaient notamment dans leurs rangs certains groupes sociaux et des représentants de certaines professions. La structure sociale des ordres et leur solide organisation conféraient à leurs chefs un pouvoir politique certain qui leur permettait d'avoir une influence sur la vie publique. Outre cette importance politique, les ordres avaient aussi un rôle culturel. Ils contribuaient à l'éducation d'une foule de gens, en faisant accéder leurs membres à la culture spirituelle par la littérature, essentiellement par la poésie. Ce contact suscitait par ailleurs un intérêt individuel pour le mot écrit, qui pouvait être à l'origine de créations originales. La poésie mystique fut cultivée par un certain nombre de poètes comme la pléiade des membres de la famille al-Bakrī, tels 'Abdullāh al-Sha'rāwī, Aḥmad al-Dardīr et d'autres, qui ne se conformaient pas toujours entièrement aux dogmes de l'islam dans leurs poèmes, leurs traités et les conférences qu'ils donnaient dans le cercle de leur confraternité.

Pendant tout le XVIII^e siècle, l'Égypte ignora les avantages qu'offraient les presses d'imprimerie, en dépit du fait que des livres turcs aussi bien qu'arabes commencèrent à être imprimés à Istanbul dès 1729. La copie manuscrite continuait d'être le seul moyen de multiplier les œuvres littéraires.



6.7. La mosquée de Maḥmūd Pasha, 975-1568.
[Institut d'égyptologie, Université Charles, Prague.]

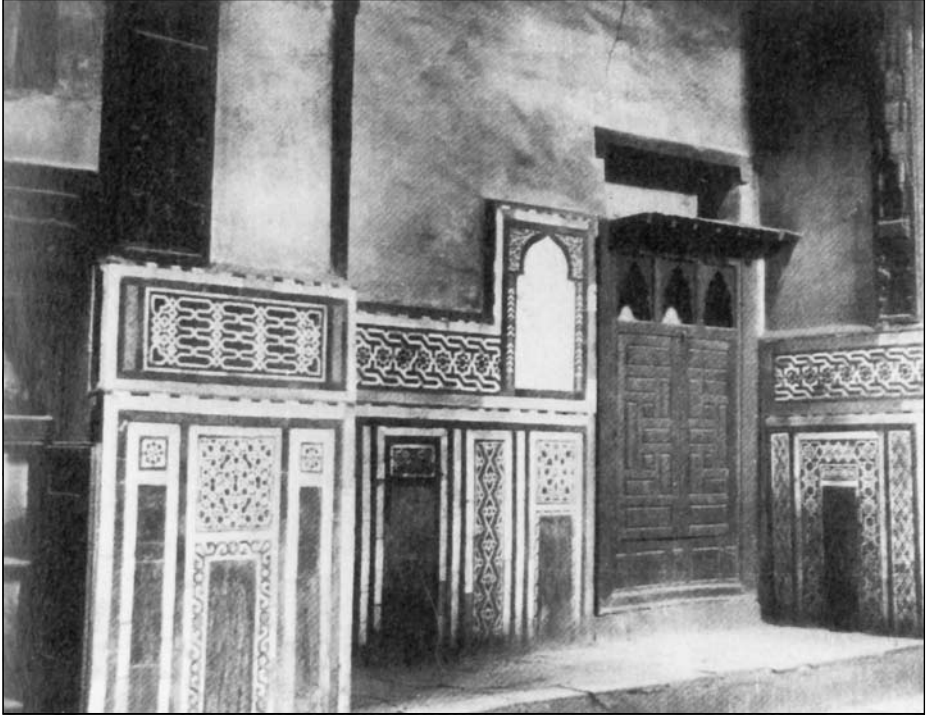


6.8. L'*ṛwān* de la mosquée d'Aḥmad al-Burdaynī, 1025/1616-1038/1629.
[Institut d'égyptologie, Université Charles, Prague.]

Le Caire et d'autres villes musulmanes sont encore embellies par nombre de monuments architecturaux édifiés pendant la période ottomane. Une place à part est occupée par des édifices voués au culte ou à l'éducation et dont la construction fut financée sur des fonds spéciaux constitués par des donateurs qui furent des vice-régents, de hauts dignitaires des *odjak*, des beys et même plus d'un sultan ottoman et autres membres de la dynastie. De même que le fonds matériel des dotations est souvent constitué d'objets profanes, de même ces édifices comportent divers éléments spécifiquement égyptiens, évidemment en moins grande part que les éléments ottomans d'importation. On les trouve dans la conception architecturale d'ensemble et, surtout, dans le décor, avec l'emploi du stuc, des fenêtres colorées, etc.²³, les éléments importés se retrouvant principalement dans la forme de la *manāra* (le grand dôme central), la décoration murale en faïence et les motifs floraux peints sur les plafonds et les murs²⁴. Les vestiges des

23. C'est dans la mosquée d'al-Burdaynī (à partir de 1611) que les éléments locaux sont le plus utilisés.

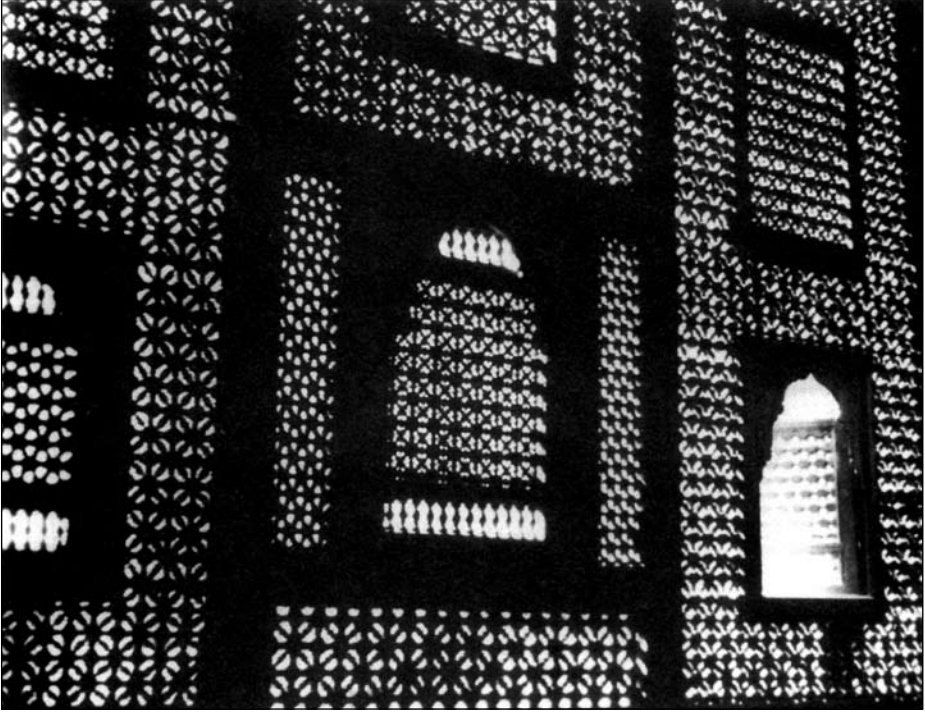
24. Les mosquées les plus connues sont celles de Sulaymān Paṣḥa, dans la citadelle du Caire (1538), de Sinān Paṣḥa, à Būlāḳ (1571), et la mosquée Mālīka Saḥīya (1610). La mosquée de Muḥammad Bey Abū 'l-Dahab (1774) offre une bonne synthèse de ces différentes influences.



6.9. La pièce principale (*ka'a*) de la maison de Djamāluddīn al-Dahabī, 1047/1637.
[Musée Ulmer, Ulm.]

maisons privées confirment aussi que leur architecture conservait, en général, des caractéristiques traditionnelles²⁵. Bien que la décoration intérieure fit une place plus grande aux éléments de style ottoman alors au goût du jour, en particulier aux panneaux décoratifs en faïence, le marbre et le bois étaient toujours largement utilisés de façon traditionnelle. Les amples dimensions de ces demeures et le confort qu'elles offraient témoignent du modernisme en matière de logement des citadins aisés, ce dernier étant lui-même révélateur des changements progressifs que connaissait la société égyptienne et de l'importance croissante des marchands, dont le groupe formait déjà l'embryon de la future classe bourgeoise. Ces changements suivaient, en Égypte, le rythme de l'évolution de tout l'Empire ottoman, avec un léger temps de retard, toutefois, sur ceux qui se produisaient dans la région européenne et en Syrie.

25. Par exemple, la maison de Zaynab Khatun (1713), celle de Djamāluddīn al-Dahabī (1637) et celle d'al-Sihaymī (1648-1796).



6.10. L'écran de bois (*machrabia*) de la maison de Djamāluddīn al-Dahabī, 1047/1637. [Musée Ulmer, Ulm.]

Le déclin économique et les tentatives pour obtenir l'indépendance

Après la mort d'Ibrāhīm Bey et de Ridwān Kāhya, la Kazduḡhliya fut déchirée par des conflits féroces. Pendant une courte période, un certain nombre de beys se succédèrent à sa tête, tous anciens mamluk d'Ibrāhīm Kāhya. Le titre honorifique de *shaykh al-balad*, inusité jusqu'alors, fut conféré à l'un d'entre eux, Husayn Bey Sābundjī, en 1756²⁶.

Le *shaykh al-balad* suivant, 'Alī Bey al-Ghazzāwī, qui évinça Husayn Bey en 1757, avait affaire à l'opposition d'un groupe conduit par 'Abd al-Raḥmān, influent janissaire *kāhya*. Ce dernier, désireux de préserver sa position influente dans la coulisse des affaires publiques, décida de remplacer al-Ghazzāwī par un bey qu'il considérait comme son homme, 'Alī Bey dit *al-Djinn* (le diable). Profitant d'un départ d'al-Ghazzāwī pour La Mecque, en 1760, il fit accepter son homme par les beys comme nouveau *shaykh al-balad*.

26. Le premier à porter ce titre officieux, qui désignait seulement un grade supérieur parmi les beys égyptiens (grand parmi les grands), fut, semble-t-il, Meḥmed Bey Cherkesī.

‘Alī Bey se révéla vite comme un homme extraordinairement ambitieux et énergique. Il établit fermement sa position en Égypte²⁷ et, grâce à ses relations auprès de la Sublime-Porte, il réussit à se faire considérer par Istanbul comme le seul homme capable de mettre de l’ordre dans la situation désastreuse de l’Égypte.

À l’époque de l’ascension de ‘Alī Bey au pouvoir, les relations entre l’Égypte et la Sublime-Porte étaient relativement tendues. La cause en était le déficit sans cesse accru du *hazine* égyptien, dont le montant total atteignait plusieurs dizaines de millions de paras. C’est la raison pour laquelle le gouvernement d’Istanbul décida d’intervenir militairement en Égypte en 1761. ‘Alī Bey exploita l’inquiétude qui régnait du côté égyptien et l’irritation croissante de la cour pour obtenir, en 1763, en échange de la promesse de mettre la province en règle vis-à-vis de toutes ses obligations financières, outre une aide financière, l’autorisation de conserver tous les biens confisqués à ses adversaires. Il s’engagea à payer la dette accumulée au titre du *hazine* pendant les dix dernières années (91 millions de paras) et à livrer la somme de 50 millions de paras rapportée par la vente des privilèges confisqués²⁸.

La dureté des mesures répressives qu’il prit à l’encontre de tous les détenteurs de grosses fortunes ou d’influence politique entraîna la formation d’une opposition. À sa tête se trouvait Šālīh Bey qui partit pour la Haute-Égypte en 1765 afin de rejoindre le *shaykh* Humām, chef pratiquement indépendant des Arabes hawwāra qui donnaient déjà asile à bon nombre d’adversaires de ‘Alī Bey.

Malgré la menace que représentait ce groupe qui avait la Haute-Égypte en mains, ‘Alī Bey tenta une campagne contre lui. Mais le chef de l’expédition, Ḥusayn Bey Kashkash, ancien mamluk d’Ibrāhīm, retourna le corps expéditionnaire qui lui avait été confié contre ‘Alī Bey et, avec la coopération des éléments de l’opposition du Caire, le contraignit à quitter l’Égypte pour la Syrie. Toutefois, l’année suivante, ‘Alī Bey rentra en Égypte avec l’appui de la Sublime-Porte, se réconcilia avec Šālīh Bey et, en 1768, renversa Ḥusayn Bey Kashkash et Khalīl Bey qui avaient formé le duumvirat régnant sur l’Égypte en son absence.

Sitôt qu’il se fut acquitté de la promesse faite à la Sublime-Porte de payer les arriérés du *hazine*, ‘Alī Bey modifia radicalement sa politique. Toujours en 1768, il déposa le vice-régent, se nommant lui-même aux postes de vice-régent et de vice-régent adjoint. Une nouvelle fois, en 1769, il fit la preuve de sa volonté de réunir entre ses mains à la fois la charge de chef titulaire de l’Administration égyptienne et le pouvoir politique réel, en tant que *shaykh*

27. Afin de neutraliser l’influence du reste de la Ḳazduḡhlīya, ‘Alī Bey promu au rang de *sandjak bey* le mamluk d’Ibrāhīm Kāhya, Ismā‘īl, et deux mamluk de son propre clan, Muḥammad Bey Abū ‘l-Dahab et Aḥmad Boṣḥnak, connu plus tard sous le nom de *al-Djazzār* (le Boucher). Par la même occasion, il se débarrassa de chefs plus anciens, tels que ‘Abd al-Raḥmān’, le chef de la Ḳazduḡhlīya qui était un janissaire *kāhya*, et Šālīh Bey, le dernier représentant marquant de la *kaṣimīya*.

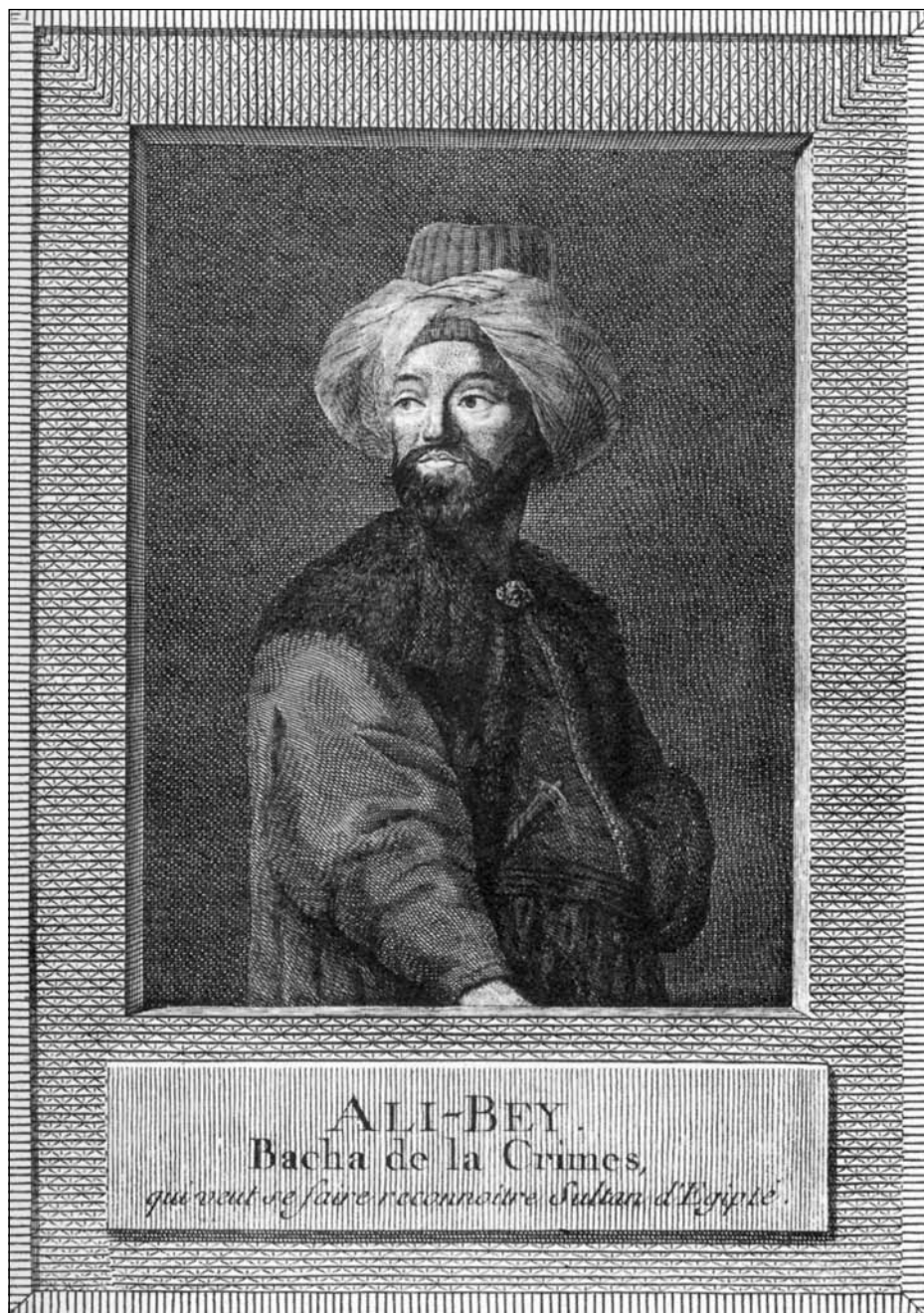
28. Les fiefs confisqués ou ceux dont les détenteurs étaient morts furent redistribués à de nouveaux bénéficiaires contre le paiement d’une taxe exceptionnelle, dénommée *hulwān*, qui représentait en général huit fois le revenu annuel du fief.

al-balad, en déposant le nouveau *wālī* peu après sa nomination. Toutefois, bien qu'il fût devenu le véritable maître de l'Égypte, dont l'assujettissement au Sultan n'était plus que de pure forme, 'Alī Bey ne se résolut pas à se proclamer souverain indépendant. Cela ne l'empêcha pas d'usurper le droit de battre sa propre monnaie et de faire citer son nom dans les prières du vendredi. Il s'efforça aussi d'employer toutes les ressources matérielles exclusivement pour consolider son pouvoir économique et politique, c'est-à-dire pour renforcer l'armée et développer l'agriculture et le commerce. Et c'était le même objectif qu'il poursuivait en ouvrant des négociations commerciales avec les principaux États d'Europe.

Son ambition²⁹, qu'il dissimulait intelligemment en désir de servir son sultan, eut l'occasion unique d'être satisfaite, en 1770, lorsque les devoirs de sa charge l'autorisèrent à s'engager dans la lutte de succession des émirs *hāshimite* de La Mecque. Le règlement de la succession par une intervention égyptienne et le remplacement, à Djeddah, du vice-régent ottoman par un bey égyptien étaient une victoire sans ambiguïté de 'Alī Bey sur la suprématie du Sultan au Hedjaz. Très probablement stimulé par ce succès, 'Alī Bey commença à caresser l'idée d'unifier sous son règne, fût-ce même dans le cadre de l'Empire ottoman, les régions qui avaient jadis constitué le territoire du Sultanat mamluk, c'est-à-dire, en plus de l'Égypte, le Hedjaz, (sous la férule de la dynastie vassale des *Ḳatādites hāshimī*) et la Syrie.

La même année 1770, 'Alī Bey vit se présenter l'occasion d'étendre son emprise à la Syrie. La mauvaise tournure que prenait la guerre contre la Russie et la destruction de la marine ottomane par la flotte russe à *Cheshme* excluait pratiquement la possibilité qu'une mesure de rétorsion fût prise contre l'usurpateur, d'autant plus que le vice-régent de Damas se trouvait en difficulté du fait de la rébellion de l'administrateur d'Akka et de Galilée, le *shaykh* Zāhir 'Umar. De plus, 'Alī Bey avait pris contact avec les chefs de la flotte russe opérant en Méditerranée orientale, pour les inciter à soutenir ses actions de décentralisation et pour s'assurer leur aide en cas de besoin. Malgré l'indécision initiale d'Ismā'īl Bey, qui commandait les troupes envoyées par 'Alī Bey en renfort auprès du *shaykh* Zāhir 'Umar, les armées alliées renforcées par de nouvelles unités sous le commandement de Muḥammad Bey Abū l'-Dahab réussirent à vaincre les troupes du gouvernement et à occuper Damas. Peut-être par crainte des représailles de la Sublime-Porte, ou parce qu'elle se montrait disposée à nommer Muḥammad Bey à la tête de l'Égypte s'il se débarrassait de 'Alī Bey, celui-ci et Ismā'īl Bey assurèrent alors le Sultan de leur loyauté et s'en retournèrent au Caire avec leur armée. Contraint de chercher refuge en Haute-Égypte au début de 1772, Muḥammad Bey se joignit aux Arabes *hawwārī* et aux partisans de la *Ḳāsimīya*. Et lorsque l'expédition punitive montée contre les rebelles du Sud fit défection et se joignit à eux, avec son commandant Ismā'īl Bey, le pouvoir de 'Alī Bey s'effondra. Les forces alliées vainquirent les troupes loyales à 'Alī Bey au printemps 1772, et ce dernier dut remettre sa charge à

29. Elle lui valut d'être surnommé *Bulut Kapan*, c'est-à-dire Attrape-Nuages.



6.11. 'Alī Bey, vice-régent d'Égypte.
[© The Mansell Collection, Londres.]

Muḥammad Bey. Avec l'appui de ses alliés de Syrie et de Palestine, il tenta un retour, mais ses rares partisans furent dispersés et lui-même mourut peu après en captivité.

Bien que 'Alī Bey eut été inspiré par le passé de l'Égypte, certains aspects de sa carrière étaient plutôt annonciateurs de ce qui était à venir : la manière forte qu'il employa pour se débarrasser de ses adversaires et, en particulier, ses activités dans la péninsule arabique et en Syrie, l'intérêt qu'il attacha à tirer parti des ressources économiques du pays et l'autonomie politique croissante qu'il s'arrogea par rapport au gouvernement central. Si sa réussite fut de courte durée, ce fut incontestablement à cause de l'immensité de son ambition sociale et politique qui fut entravée par le système des « maisons » mamluk et par l'instabilité de leur loyauté.

Cependant, dans la même période, on peut observer les symptômes d'une crise socio-économique de longue durée qui se prolongea, avec des intensités variables, jusqu'au début du XIX^e siècle. L'intérêt que 'Alī Bey avait porté à l'agriculture était motivé par la nécessité d'accroître la recette du fermage féodal, car ce fut avant tout dans les campagnes que s'appliqua sa dure politique fiscale. Ce fut là, sans aucun doute, une des causes principales de la paupérisation des agriculteurs et de leur fuite vers des villes qui ne pouvaient pourtant pas leur offrir des moyens d'existence suffisants, car de plus en plus d'artisans et de commerçants se trouvaient appauvris par les mesures qui leur étaient imposées, telles que taxes à payer d'avance et droits de succession exorbitants. Or cet appauvrissement, provoqué par l'exploitation sans pitié de toutes les couches de la population, ne fit que s'accroître au fil des ans, et une série d'épidémies ajouta à leur horreur.

Avec le témoignage de loyauté que lui donna le nouveau *shaykh al-balad* en s'acquittant comme il le fit de ses obligations, la Sublime-Porte se prit à espérer que celui dont elle avait appuyé l'accession au pouvoir était enfin un homme qui lui serait entièrement dévoué. En 1775, Muḥammad Bey envoya plus de 130 millions de paras au titre de la contribution annuelle au Trésor et monta une expédition militaire contre le *shaykh* Zāhir 'Umar, conformément aux ordres du Sultan. Mais il fut tué pendant le siège d'Akka, ce qui marqua la fin de l'engagement de l'Égypte en Syrie. Les troupes égyptiennes évacuèrent le territoire occupé et les beys cessèrent désormais de s'intéresser à la Syrie pour ne plus s'intéresser qu'à l'Égypte.

Les rivalités qui nourrirent la lutte pour le pouvoir parmi les membres de l'élite mamluk après la mort de Muḥammad Bey furent, elles aussi, exploitées activement par la Sublime-Porte. Elle soutenait tout potentat qui, en échange du droit de confisquer les domaines de ses rivaux vaincus, s'engageait à envoyer à la Sublime-Porte la plus grande part des taxes perçues auprès des nouveaux détenteurs des fiefs. Cette attitude, qui témoignait d'un changement important dans le fonctionnement du système des fiefs, était symptomatique du fait que la Sublime-Porte n'avait nulle intention d'intervenir directement dans les affaires de l'Égypte, se contentant d'utiliser les luttes qui opposaient les Mamluk entre eux pour en tirer le maximum de ressources financières.

Les principaux protagonistes de la lutte pour le pouvoir suprême, qui dura près de dix ans, furent trois beys de la *Ḳazdughlīya* : Ismāʿīl, un ancien mamluk d'Ibrāhīm Kāḥya, et deux anciens mamluk de Muḥammad Bey Abū 'l-Dahab, Murād Bey et Ibrāhīm Bey. Le premier épisode de cette lutte fut conclu lorsque ces derniers réussirent, en conjuguant leurs efforts, à forcer Ismāʿīl et ses partisans à quitter l'Égypte, en 1778. Le deuxième épisode résonna du bruit des combats entre les deux vainqueurs. Ibrāhīm, bien que reconnu officiellement comme *shaykh al-balad*, se heurtait à Murād Bey qui l'empêchait d'être entièrement maître de la situation. Cette rivalité offrit à la Sublime-Porte l'occasion de manœuvrer et de manipuler les deux adversaires dans le seul but d'accroître autant que possible le montant annuel du *hazine*. Elle ne fut cependant pas en mesure de tirer pleinement parti de cette possibilité, et les deux hommes confisquèrent à leur profit une part croissante des ressources matérielles de la province, et jusqu'aux privilèges expressément réservés à certaines charges qu'ils n'étaient pas habilités à détenir³⁰.

À partir de 1778, ils prirent progressivement le contrôle de l'ensemble de l'Administration de la province, s'étant emparés de toutes ses ressources financières qu'ils utilisaient à leurs propres fins et, en particulier, pour couvrir les frais de leur combat singulier. Ibrāhīm Bey ne s'acquittait plus du tout de ses obligations de *shaykh al-balad*, ou alors il n'envoyait à Istanbul qu'une petite fraction de la somme convenue. La Sublime-Porte fut ainsi amenée, en 1784, à considérer que ses intérêts en Égypte étaient en danger lorsque les deux rivaux, s'étant réconciliés, décidèrent de gouverner la province d'un commun accord, à un moment qui coïncidait avec le début d'une crise économique (elle prit fin en 1792). Il était dès lors à peu près certain que les duumvirs ne seraient plus disposés à payer les arriérés des cinq années précédentes.

Cette présomption était suffisante pour justifier la décision de rétablir le contrôle direct du gouvernement central sur l'Égypte au moyen d'une intervention militaire. En juillet 1786, un corps expéditionnaire ottoman débarqua à Alexandrie et à Rashīd, sous le commandement de Ḥasan Paṣha. Il dispersa, au cours de son avancée, les troupes mamluk mais Murād Bey et Ibrāhīm Bey battirent en retraite vers la Haute-Égypte avec le reste de leurs forces. La restauration de l'autorité du Sultan devait être accomplie par un certain nombre de mesures que Ḥasan Paṣha devait prendre. Sa première tâche était de briser la puissance militaire des deux usurpateurs et de refondre, à partir des éléments mamluk demeurés loyaux, un instrument se pliant avec obéissance aux exigences de la Sublime-Porte. Cet objectif devait être atteint par la création d'une nouvelle promotion de beys et de commandants de garnison nommés parmi les membres de diverses « maisons » mamluk. L'autorité morale du Sultan devait être renforcée par un certain nombre d'édits soulignant le caractère islamique de son régime, en même temps

30. Comme, par exemple, le revenu de l'Office des douanes de Suez, accaparé en 1779 et qui était antérieurement réservé, en tant qu'*iltizam*, au vice-régent; il était constitué surtout par les droits d'importation perçus sur le café.

que la tyrannie des deux rebelles, tout en faisant par ailleurs des promesses d'allègements fiscaux et de retour aux justes principes du Kānūn Nāme.

Étant donné que le but principal de l'expédition punitive était le rétablissement du versement régulier au *hazine*, Ḥasan Paṣḥa établit un certain nombre de décrets fiscaux qui visaient à garantir l'exécution des obligations de la province d'Égypte envers la Sublime-Porte, d'une part, et des villes saintes du Hedjaz, d'autre part. Mais avant d'avoir pu faire appliquer ces décrets, il fut rappelé pour être chargé ailleurs d'autres missions militaires.

L'intervention militaire ne produisit pas les résultats escomptés. Cela, entre autres, parce que Ḥasan Paṣḥa ne réussit pas à soumettre les deux beys rebelles. En outre, la division virtuelle de l'Égypte en une partie basse, gouvernée par le représentant du Sultan, et une partie haute, dominée par les deux rebelles, fut acceptée comme un état de fait, surtout à partir du moment où ces derniers, après une retraite momentanée en Nubie, eurent rétabli leur contrôle sur tous les points occupés en Haute-Égypte en 1787 par les troupes ottomanes ou loyalistes. Même si Ḥasan Paṣḥa apporta certains changements parmi les détenteurs des titres et des charges, nommant Ismā'īl Bey au rang de nouveau *shaykh al-balad*, le régime des Mamluk demeura intact, si bien que toutes les conditions restaient réunies pour que les mêmes difficultés ressurgissent du passé.

La crise politique qui suivit la mort de Muḥammad Bey Abū 'l-Dahab fut sérieusement aggravée, à partir de 1783, par des difficultés économiques telles que de mauvaises récoltes accompagnées de famines, de hausses des prix et de la dépréciation de la monnaie. Ces difficultés étaient encore accentuées par une atmosphère politique orageuse, par la désorganisation de l'Administration et par des charges fiscales trop lourdes. La tournure dramatique que prenaient les événements fut couronnée par une épidémie plus meurtrière que les précédentes et qui éclata en 1791; elle eut du moins le mérite de simplifier la situation politique car on compta, parmi ses victimes, un grand nombre de beys loyalistes, dont Ismā'īl Bey. C'est ainsi que Murād et Ibrāhīm furent en mesure, l'été de la même année, d'entrer de nouveau au Caire sans coup férir et de rétablir leur règne sur toute l'Égypte.

La Sublime-Porte consentit à les laisser gouverner à condition que toutes leurs obligations fussent remplies normalement. En vue de garantir l'exécution de ces obligations, la Sublime-Porte et les deux hommes signèrent, en 1792, un accord stipulant la somme totale à payer et le mode de paiement. Sans doute l'accord fut-il respecté, mais à contrecœur et pas dans sa totalité. Le retour au pouvoir des deux beys ramenait aussi le dur régime d'exploitation que l'Égypte avait connu avant l'expédition de Ḥasan Paṣḥa, et ses conséquences pour l'économie furent encore plus désastreuses. Le pays était désorganisé par l'anarchie politique des dix années précédentes, par les traumatismes économiques et le pillage incessant auquel étaient soumises toutes les ressources et les réserves de son économie, cela à un degré tel que toutes les tentatives qui furent faites pour enrayer le déclin général échouèrent, en dépit du fait que, hormis une infime partie, tous les moyens drainés par le dispositif fiscal demeuraient en Égypte. La situation critique de l'économie traduisait purement et simplement l'État d'oppression politique dans lequel

la société tout entière était maintenue sous le contrôle rigoureux de la mince frange que constituaient les beys mamluk et leurs clans. Le gouvernement central n'avait pas la force qu'il eût fallu pour les éliminer et les conditions nécessaires et suffisantes n'étaient pas encore apparues pour qu'une telle action prît naissance à l'intérieur de la société égyptienne elle-même. La première impulsion fut donnée par l'expédition militaire française, qui atteignit la côte égyptienne sous le commandement de Napoléon Bonaparte au cours de l'été 1798.

Conclusion

La période historique commencée par la chute du sultan mamluk, en 1517, et conclue par l'expédition française de 1798 fut une ère durant laquelle le développement de la société égyptienne fut déterminé par sa propre dynamique interne mais aussi par l'évolution de la société de l'Empire ottoman dont elle était une des composantes. Toutefois, à la différence des parties européennes de l'Empire ottoman, l'Égypte demeura aux confins de l'évolution politique pendant la plus grande partie de cette période, car son développement socio-économique n'avait pas atteint le stade auquel allaient se manifester les premiers symptômes de l'existence de la bourgeoisie en tant que nouvelle classe sociale. L'évolution de sa société ne franchissait donc pas les frontières du dernier stade de la formation sociale connue sous le nom de féodalité³¹.

L'incorporation de l'Égypte en son sein constitua, pour l'Empire ottoman, une avancée notable à plusieurs égards, en renforçant son potentiel économique et sa puissance politique. De grands changements furent cependant introduits dans les relations entre le gouvernement central et la province d'Égypte, qui créèrent une atmosphère constamment chargée de tensions entre les deux parties. La source des conflits se trouva d'abord, comme dans d'autres provinces, dans la sphère des relations politiques et économiques. Le déclin graduel de la puissance politique et économique ottomane entraînait dans son sillage des heurts sociaux de plus en plus fréquents et féroces, dont les effets conjugués à ceux des crises politiques et des chocs économiques provoquèrent la formation de forces décentralisatrices. Celles-ci avaient pour objectif la maîtrise de l'économie et des institutions politiques du pays et ne s'accompagnaient pas de l'ambition de créer un État indépendant.

La montée des forces séparatistes dans l'Égypte du dernier tiers du XVIII^e siècle n'était nullement un phénomène isolé dans les pays arabes de l'Empire ottoman. Des États aux degrés plus ou moins grands d'indépendance se constituèrent en Tripolitaine, en Iraq et en Syrie au cours du XVIII^e siècle, certains à partir des possessions héréditaires de leurs princes.

31. L'auteur n'ignore pas le caractère spécifique de cette formation particulière dans les pays d'Asie occidentale et d'Afrique du Nord, tel qu'en ont traité bon nombre d'érudits (voir *Encyclopédie de l'Islam*, cf. *iktāʿ*).

Dans le cas de l'Égypte, cependant, certains événements propres au premier stade du développement des forces séparatistes annonçaient les caractéristiques que prendrait cette région aux XIX^e et XX^e siècles. Il n'est que de rappeler les activités des beys égyptiens dans la péninsule arabique et en Syrie, analogues aux premiers pas de la politique expansionniste de Mehmed 'Alī, ou encore le peu d'empressement manifesté par les beys aussi bien que par Mehmed 'Alī à se défaire entièrement, en tant que dirigeants pratiquement indépendants, de la tutelle du Sultan ottoman.

L'expédition de Hasan Pasha, en 1787, présente un certain nombre de traits communs avec celle de Bonaparte, tant par sa conduite que par les formes qu'elle prit et les effets qu'elle eut sur les peuples soumis. Elle révéla aussi l'insuffisance militaire du régime mamluk et sa vulnérabilité en cas d'attaque par un ennemi plus fort que lui. L'expédition napoléonienne ne devait laisser aucun doute à ce sujet. En outre, l'expédition ottomane, en tant que tentative pour détruire les forces décentralisatrices et pour resserrer les liens entre la province et le gouvernement central, apparaît comme la première action annonciatrice du sens dans lequel les efforts de l'État ottoman allaient se déployer au cours du XIX^e siècle.

L'intérêt croissant que suscitaient chez les dirigeants de l'Égypte les territoires limitrophes du leur, leurs contacts avec les représentants de puissances étrangères ou leurs efforts pour nouer des relations commerciales indépendantes avec d'autres régions sont autant d'indices du fait que l'Égypte sortait de son isolement séculaire et commençait à participer activement à l'évolution en cours dans sa région. L'isolement dont l'Égypte était en train d'émerger lentement prit définitivement fin avec le commencement de l'expansion coloniale française en Méditerranée orientale. Dans le contexte des problèmes de plus en plus ardu formant ce qu'on a appelé la question d'Orient et de l'expansion du domaine colonial des puissances européennes, l'Égypte allait devenir un pays de toute première importance sur l'échiquier de la politique mondiale.